



HUAWEI ALGÉRIE : UNE ÉDITION INÉDITE DE « SEEDS FOR THE FUTURE » AVEC CINQ MINISTÈRES

P.05



INDUSTRIE AUTOMOBILE : UNE NOUVELLE USINE DE PIÈCES DÉTACHÉES S'INSTALLE EN ALGÉRIE, 3 MILLIONS DE PIÈCES PAR AN ET UNE CENTAINE D'EMPLOIS CRÉÉS

P.03



LA PEINE DE MORT SERA APPLIQUÉE POUR LES TRAFIQUANTS DE DROGUES

P.02



P.03

MARQUES INTERNATIONALES : DE L'HABILLEMENT ET DE LA CHAUSSURE, REZIG ANNONCE DE NOUVELLES IMPLANTATIONS



P.03

FONCTION PUBLIQUE : «CONCOURS DE RECRUTEMENT» DÉPÔT DES DOSSIERS DÈS DIMANCHE 27 SEPTEMBRE



ANNABA : CONTRÔLE DES ÉQUIPEMENTS DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DANS LES COMMERCE SPÉCIALISÉS

P.07



P.06

VISITE MINISTÉRIELLE À ANNABA : UNE DÉLÉGATION OFFICIELLE POUR SUIVRE LA CONCRÉTISATION DU PROJET DE PHOSPHATE INTÉGRÉ

Justice : LA PEINE DE MORT SERA APPLIQUÉE POUR LES TRAFIQUANTS DE DROGUES



Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa, a affirmé mardi à Oran que la peine de mort sera appliquée aux trafiquants de drogue. Cette déclaration s'inscrit dans le renforcement de la lutte contre le crime organisé. Le ministre s'exprimait en marge d'une visite dans la wilaya d'Oran.

Il a détaillé la position ferme des autorités judiciaires face à cette criminalité grave.

Une justice ferme contre les crimes les plus graves

Le ministre a déclaré que la justice frappera fort les auteurs de crimes prévus par la loi. Il a particulièrement cité les incendies volontaires. L'enlèvement d'enfants et les sévices infligés aux mineurs figurent également parmi ces crimes visés. Lotfi Boudjemaa a assuré que la justice respectera son calendrier. Toutes les garanties d'un procès équitable seront assurées. Cette application interviendra après épuisement de toutes les voies de recours et procédures judiciaires. Toute

personne condamnée devra payer le prix de ses actes.

Une mobilisation de l'État contre le crime organisé

Le ministre a affirmé que l'État reste pleinement mobilisé contre le crime organisé. Cette mobilisation concerne particulièrement le trafic de drogue. Il a souligné l'attention particulière du président Tebboune pour la révision du cadre légal dans ce domaine.

Le ministre a justifié l'application de la peine de mort par le danger imminent que représente la drogue. Il a évoqué la saisie de quantités importantes de comprimés et de nouvelles substances stupéfiantes. La cocaïne et l'héroïne figurent parmi ces drogues récemment saisies en grande

quantité.

Le garde des Sceaux a confirmé que le traitement de ce phénomène restera strict et sans concession.

la Jeunesse particulièrement ciblée par ce fléau

Le ministre a souligné que la drogue cible directement la société algérienne. Les jeunes constituent la catégorie la plus exposée à ce phénomène. Cette menace pèse lourdement sur la sécurité et la santé des citoyens.

Lotfi Boudjemaa a insisté sur la nécessité de combattre fermement ce fléau. Il a affirmé qu'aucune tolérance ne sera appliquée aux affaires liées à ce trafic. L'État reste déterminé à poursuivre cette lutte sans

relâche.

Des garanties légales clairement établies

Concernant les garanties juridiques entourant cette peine, le ministre a apporté des précisions importantes. La peine de mort reste prévue par la législation algérienne en vigueur. Les juges disposent de la compétence pour statuer sur ces affaires conformément à la loi.

Cette compétence s'exerce avec toutes les garanties procédurales requises. L'exécution des décisions ne peut intervenir qu'après épuisement des voies de recours. Toutes les procédures légales prévues doivent également être respectées avant toute application de cette sanction.

Réunion du Gouvernement EXAMEN DE DOSSIERS RELATIFS À PLUSIEURS SECTEURS

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de plusieurs dossiers relatifs à l'approvisionnement du marché national en produits agricoles et alimentaires de première nécessité, le projet de réalisation de la ligne ferroviaire El-Meniaâ-In Salah-Tamanrasset, ainsi que le renforcement de la sécurité hydrique, indique un communiqué des Services du Premier ministre, dont voici le texte intégral: "Le Premier ministre, Monsieur Sifi Ghrieb, a présidé, ce mercredi 23 septembre 2026, une réunion de Gouver-

nement.

A l'entame de la réunion, le Gouvernement a entendu une communication sur la situation de l'approvisionnement du marché national en produits agricoles et alimentaires de première nécessité. Elle porte sur les différentes mesures réglementaires et opérationnelles prises à l'occasion de la rentrée sociale, dans le cadre de la mise en œuvre d'un dispositif à plusieurs niveaux, fondé sur l'anticipation et la veille, et ce, pour réguler le marché et protéger le pouvoir d'achat, garantir les stocks, maîtriser les flux et renforcer le contrôle sur l'ensemble du territoire national.

Dans ce cadre, il a été insisté sur la continuité de soutenir ce secteur stratégique en accompagnant les agriculteurs dans toutes les étapes de la production et de la commercialisation concernant les différentes filières agricoles, afin de renforcer les capacités de la production nationale en la matière.

Par la suite, le Gouvernement a examiné les mesures prises dans le cadre de la préparation du lancement du projet de réalisation de la ligne ferroviaire El-Meniaâ-In Salah-Tamanrasset, en application des directives données par Monsieur le Président de la République lors de la réunion du Conseil

des ministres du 6 septembre 2026, au cours de laquelle il a souligné le caractère stratégique de ce projet considéré comme une priorité nationale, insistant sur la nécessité de concentrer les efforts pour le livrer dans les délais fixés et garantir sa mise en service fin 2028. Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre d'un certain nombre de projets s'inscrivant dans la politique publique de renforcement de la sécurité hydrique, le Gouvernement a entendu une communication présentée par Monsieur le ministre de l'Hydraulique sur l'avancement des travaux complémentaires de raccordement à l'aval de la station

de dessalement d'eau de mer d'El Tarf. Ces travaux ont pour objectif d'assurer l'exploitation optimale de cette station et d'améliorer l'approvisionnement en eau potable des habitants des wilayas d'El Tarf, Annaba, Skikda et Guelma. Enfin, le Gouvernement a entendu une communication sur le projet de réalisation d'un canal de transfert d'eaux brutes pour le raccordement du barrage Oued Djedra et le barrage d'Aïn Dalia. Ce projet permettra de renforcer et de sécuriser l'approvisionnement en eau potable des habitants de plusieurs communes de la wilaya de Souk Ahras".

L'APN PRÉSENTE À DOHA L'EXPÉRIENCE ALGÉRIENNE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Le membre de l'Assemblée populaire nationale (APN), Amar Zoubir Saidi, a présenté, mardi à Doha (Qatar), l'expérience algérienne dans la lutte contre la corruption, mettant en avant le rôle du Parlement dans le renforcement des efforts de prévention, indique un communiqué de l'Assemblée. L'expérience algérienne a été présentée lors d'une séance parlementaire sur la relation entre les Parlements arabes et les organes de lutte contre la corruption, organisée à l'initiative de l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption et de l'Autorité de contrôle administratif et de transparence de l'Etat du Qatar. Dans son intervention, M. Saidi a indiqué que pour l'Algérie "la lutte contre la corruption est un choix institutionnel intégré, visant à consolider l'Etat de droit et à renforcer les principes de transparence et d'intégrité", précisant que "ce processus a fait l'objet d'une attention particulière dans le cadre des réformes engagées par le président de la Répu-

blique, M. Abdelmadjid Tebboune".

L'approche algérienne, a-t-il dit, repose sur "un système global associant la prévention, l'anticipation, la détection, le contrôle et l'application rigoureuse de la loi", soulignant que "l'enjeu ne se limite pas à sanctionner les auteurs d'actes de corruption, mais consiste également à s'attaquer à ses causes".

Le député a également mis en avant "l'engagement de l'Algérie à renforcer le cadre institutionnel propre à la prévention et à la lutte contre la corruption, à développer les mécanismes juridiques ayant trait à la transparence et à appuyer les dispositifs de contrôle et d'audit, dans le cadre d'un système fondé sur la complémentarité des rôles entre les différentes institutions".

A cet égard, M. Saidi a évoqué "le rôle de l'APN dans le développement du cadre juridique relatif à la prévention et à la lutte contre la corruption, ainsi que dans l'exercice de sa fonction de contrôle de l'action gouvernementale et des politiques publiques", précisant que "le renforcement des canaux de coopé-

ration et d'échange d'informations et d'expertises entre l'Assemblée et les organes de lutte contre la corruption, dans le cadre de la loi, est à même d'accroître l'efficacité du dispositif national de lutte contre la corruption".

Après avoir souligné "la nécessité de promouvoir la culture d'intégrité, de simplifier les procédures administratives et de renforcer la numérisation et la transparence, en tant que mécanismes contribuant à la prévention des pratiques de corruption", il a expliqué que "la nature transfrontalière de certaines formes de corruption fait de la coopération régionale et internationale et de l'échange d'informations et d'expertises, une nécessité pour soutenir les efforts de lutte contre ce phénomène".

Dans ce sillage, le député a rappelé que l'Algérie "accorde une importance majeure à la coopération parlementaire arabe et internationale en matière de consolidation de l'intégrité, de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption, au vu du rôle qui incombe aux Parlements dans l'échange d'expériences et



de bonnes pratiques, le développement des cadres juridiques et institutionnels, ainsi que dans le renforcement de la coopération avec les organisations internationales et régionales spécialisées". Le parlementaire algérien a conclu son intervention en mettant en relief "la nécessité de développer les relations entre les Parlements arabes et les organes de lutte contre la corruption pour aboutir à des résultats concrets", à travers "le renforcement de la législation, le déve-

loppement des mécanismes de contrôle parlementaire, l'échange d'expertises, l'appui à l'indépendance des instances spécialisées, l'encouragement de la numérisation et de la transparence et l'élargissement de la coopération parlementaire arabe en la matière". Cette séance parlementaire s'est tenue en marge des travaux de la 6e session de la Conférence des Etats parties à la Convention arabe de lutte contre la corruption, organisée par le Secrétariat général de la Ligue arabe.

SEYBOUSE
Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Nouredine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybousestimes.dz
Email: redaction@seybousestimes.dz
contact@seybousestimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité
Benzekri Bât F N ° : 424
Constantine

Pour votre publicité, s'adresser
à : L'Entreprise Nationale de
communication d'Édition et
de Publicité, Agence ANEP 01,
AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.

Les manuscrits,
photographies ou tout
autre document et
illustration adressés ou
remis à la rédaction ne
seront pas rendus et ne
feront l'objet d'aucune
réclamation.
Reproduction interdite
de tous articles sauf
accord de la rédaction

Marques internationales de l’habillement et de la chaussure : Rezig annonce de nouvelles implantations en Algérie

Le marché algérien de l’habillement et de la chaussure poursuit sa mue industrielle. Réunis ce lundi au siège du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, les opérateurs titulaires de licences de marques internationales ont passé en revue, avec le ministre Kamel Rezig, les résultats du premier semestre 2026.

Économie Algérie

Au menu des discussions : volumes fabriqués sur le sol national, potentiel d’exportation et obligations bancaires restées en suspens pour certains importateurs.

la production locale des marques internationales progresses

Les chiffres présentés lors de cette rencontre confirment une tendance haussière. Les quantités produites en Algérie sous licence de grandes enseignes étrangères ont augmenté sur les six premiers mois de l’année. Le ministre y voit la preuve que le pays sait



désormais accueillir des chaînes de fabrication exigeantes.

Pour Kamel Rezig, fabriquer sur place ne relève pas d’un simple détail logistique. Cette implantation industrielle gonfle la valeur ajoutée locale, muscle l’appareil productif et ouvre également aux sous-traitants algériens l’accès à des chaînes de valeur mondialisées. Le raisonnement est le même que celui défendu devant les fabricants d’appareils électroniques, à qui le ministre avait demandé en juin d’élargir leur offre industrielle vers l’hôtellerie et le tourisme.

Les capacités d’exportation ont elles aussi été évaluées. Plusieurs opérateurs envisagent d’utiliser leurs unités algériennes comme plateforme de réexpédition vers les marchés voisins, une ambition qui recoupe la stratégie ministérielle de conquête commerciale.

De nouvelles enseignes mondiales attendues dans les prochaines semaines

L’annonce la plus attendue concerne l’arrivée imminente d’autres marques internationales sur le marché national. Plusieurs d’entre elles s’apprêtent à transférer une portion de leur production vers des sites algériens, selon le calendrier évoqué par le ministre.

Cette dynamique n’est pas isolée. Le secteur de la chaussure a déjà franchi un cap symbolique lorsque le géant américain Skechers a retenu l’Algérie pour sa toute première usine sur le continent africain, en partenariat avec un industriel local. Ce type de projet sert aujourd’hui d’argument auprès

des autres donneurs d’ordre.

Immobilier Algérie

Pour les autorités, chaque nouvelle implantation valide la lecture d’un marché attractif, doté d’une demande intérieure solide et d’une main-d’œuvre disponible. Le pari consiste à convertir cette attractivité commerciale en véritable capacité industrielle durable.

rezig exige la régularisation de la domiciliation bancaire

Le ministre n’a pas éludé les questions administratives. Il a réclamé l’achèvement rapide des procédures de domiciliation bancaire liées aux programmes prévisionnels d’importation, celles qui encadrent la vente en l’état pour le segment des marques uniques d’habillement et de chaussure.

Sont particulièrement visés les opérateurs qui n’ont pas bouclé ces formalités durant le premier semestre. Leur situation doit être régularisée sans tarder, faute de quoi leurs prévisions d’approvisionnement resteront

bloquées. Ce rappel à l’ordre traduit la volonté du ministère de garder la main sur les flux d’importation tout en encourageant la fabrication sur place.

le textile s’inscrit dans la stratégie de diversification économique

Cette réunion prolonge une feuille de route plus large. Substituer des produits locaux aux importations et élargir la palette des ventes à l’étranger figurent parmi les priorités défendues par le département de Kamel Rezig, y compris lors des échanges avec la mission du Fonds monétaire international reçue en juin dernier. Le textile et la chaussure occupent une place stratégique dans ce dispositif. Ces filières emploient beaucoup, exigent des investissements raisonnables et génèrent rapidement des retombées visibles. Elles complètent l’offensive menée sur les marchés extérieurs, où le « Label Algérie » cible désormais l’Afrique, l’Europe et l’Asie.

Une nouvelle usine de pièces détachées s’implante en Algérie 3 millions de pièces par an et une centaine d’emplois créés

Le paysage de l’industrie automobile algérienne franchit une nouvelle étape vers l’intégration locale. La société « BOKS » vient d’obtenir une concession foncière pour la réalisation d’un complexe industriel spécialisé dans la fabrication et l’assemblage de composants, d’équipements et de pièces de rechange pour véhicules. Implanté dans la zone industrielle de Tamzoura, dans la wilaya d’Aïn Témouchent, ce projet sera principalement dédié à la production de pièces de carrosserie métallique par découpage, emboutissage et formage.

L’Agence Algérienne de Promotion de l’Investissement (AAPI) a officialisé l’information

via un communiqué, précisant que le contrat de concession a été délivré par le guichet unique décentralisé d’Aïn Témouchent afin de permettre la concrétisation rapide de cet investissement.

Informations locales

3 millions de pièces par an et une centaine d’emplois créés

Déployée sur une assiette foncière d’environ un hectare, cette unité de production industrielle sera axée sur l’usinage de pièces maîtresses de la structure automobile.

Le catalogue du site comprendra notamment la fabrication de toits de véhicules, de renforts et traverses de portes, de planchers de châssis, de traverses de pare-chocs ainsi que de planchers de coffre arrière.



Sur le plan opérationnel, l’usine affiche des ambitions élevées avec une capacité de production annuelle estimée à près de 3 millions d’unités.

Outre son impact direct sur le tissu industriel local, le projet devrait générer environ 107 emplois directs dès sa phase d’exploitation.

Cette dynamique s’inscrit pleinement dans la feuille de route

nationale. Elle vise à densifier le réseau de sous-traitance et à élargir le socle d’entreprises locales capables d’alimenter les chaînes d’assemblage.

Un maillon clé pour l’écosystème stellantis en algérie

Cette attribution foncière vient concrétiser un partenariat stratégique scellé au début de l’année. En février dernier, la

société BOKS a en effet conclu un accord de sous-traitance majeur avec le groupe Stellantis.

Grâce à ce contrat, l’équipementier approvisionnera directement l’usine FIAT d’Oran en pièces métalliques embouties.

Pour le constructeur euro-américain, l’objectif est d’augmenter progressivement le taux d’intégration nationale. Ce choix repose ainsi sur le renforcement du tissu d’équipementiers locaux.

À terme, le site de Tamazoura constituera un maillon clé de cette dynamique. Il permettra notamment de réduire les importations de composants et d’ancrer la filière automobile dans le pays.

Concours de recrutement dans la fonction publique : Dépôt des dossiers dès dimanche 27 septembre

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a annoncé, ce mercredi, l’ouverture d’un concours de recrutement externe sur la base d’un examen professionnel.

Dans un communiqué publié aujourd’hui, la tutelle a précisé que cette opération profitera à 684 agents contractuels, liés par un contrat à durée indéterminée (CDI) à temps complet.

Ces postes seront répartis entre l’administration centrale, les directions de l’action sociale et de la solidarité (DASS) de wilaya, les établissements spécialisés, les centres nationaux de formation, les institutions « Dar El Rahma »

, ainsi que les centres nationaux d’accueil pour les femmes victimes de violence et celles en situation difficile.

Sont également concernés le Centre national d’études, d’information, de documentation et de recherche sur la famille, la femme et l’enfant (CNIDFE), et les services des brigades mobiles d’intervention d’urgence.

le ministère de la solidarité nationale recrute : 684 postes à pourvoir

Selon le même communiqué, le dépôt des dossiers s’effectuera auprès des institutions et administrations concernées par le recrutement, à compter du dimanche 27 septembre 2026, et

ce, dans un délai maximum de 20 jours.

Le dossier de candidature doit comporter une demande manuscrite, une copie certifiée conforme de l’original du diplôme, de l’attestation ou du niveau d’études et/ou de formation, une copie certifiée conforme de l’original de l’attestation justifiant la situation vis-à-vis du service national, ainsi qu’une attestation de travail justifiant l’expérience professionnelle acquise dans une spécialité en rapport avec le poste postulé, le cas échéant.

Il doit également inclure un extrait du casier judiciaire (bulletin n°3) en cours de validité, un certificat médical attestant de l’aptitude



du candidat à occuper le poste sollicité, et un certificat de résidence.

Enfin, en ce qui concerne les conditions d’accès spécifiques à chaque poste, le ministère invite les personnes intéressées à consulter les critères requis via le

lien ci-après :

L’ensemble de ces dispositions offre une perspective concrète pour le marché de l’emploi. Les candidats éligibles disposent d’un délai de vingt jours pour soumettre leurs dossiers administratifs auprès des structures habilitées.

BeLLe initiAtive À BoRdJ Bou OU ARReRidJ : UNE COMMUNE OFFRE LES FOURNITURES SCOLAIRES À TOUS SES ÉLÈVES

Parmi les faits marquants de cette rentrée scolaire dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, l'initiative de l'Assemblée Populaire Communale (APC) d'Ouled Sidi Brahim se distingue particulièrement.

La municipalité a en effet décidé de généraliser l'octroi gratuit des fournitures scolaires à l'ensemble des élèves de l'enseignement primaire.

Dans une déclaration accordée à El Khabar, Nihad Laazizi, présidente de l'APC, a indiqué que l'assemblée communale a alloué une enveloppe budgétaire spéciale afin d'assurer cette couverture globale.

L'objectif principal est de supprimer les disparités entre les enfants de la région. Jusqu'alors, ces aides étaient réservées à une catégorie spéci-



fique, ce qui suscitait fréquemment un sentiment d'exclusion chez les autres élèves, d'autant plus que les conditions socio-économiques des familles de la commune sont très similaires.

La première responsable de la commune a souligné que cette mesure vise à réaffirmer le sou-

tien de l'État aux familles à l'occasion de la rentrée sociale.

DES CARTABLES OFFERTS À TOUS LES ÉCOLIERS

Elle permet également de partager la joie de près de 400 élèves qui ont eu la bonne surprise de trouver leurs cartables sur leurs

tables dès le premier jour, dans une ambiance fraternelle venant rehausser l'enthousiasme du retour sur les bancs de l'école.

Cette initiative solidaire a suscité un vif soulagement et une grande satisfaction auprès des parents de cette municipalité située aux limites frontalières entre Bordj Bou Arreridj et la wilaya de Bouira.

Par ailleurs, les autorités locales ont supervisé le coup d'envoi officiel de la nouvelle année scolaire depuis le chef-lieu de wilaya, la daïra de Bir Kasdali et la commune de Khelil.

Cette rentrée a été marquée par l'inauguration de quatre nouveaux établissements éducatifs, dont un groupe scolaire primaire, un collège (CEM) et un lycée.

Les autorités se sont également enquis du fonctionnement

des cantines scolaires, des conditions pédagogiques et du transport scolaire.

QUAND LES COMMUNES SE MOBILISENT POUR LEURS ÉLÈVES

Dans la même dynamique d'initiatives citoyennes et locales marquant cette rentrée scolaire à travers le pays, la ville d'Az-zaba, dans la wilaya de Skikda, a vu l'émergence d'une action bénévole remarquable.

Un citoyen y a en effet entrepris d'installer des silhouettes d'avertissement devant plusieurs écoles primaires. Cette démarche vise à attirer l'attention des passants et des conducteurs, les incitant à redoubler de prudence à l'approche des périmètres scolaires pour garantir une meilleure sécurité aux élèves.

educAtion nAtionAle

ORGANISATION DE “LA SEMAINE DE LA SANTÉ SCOLAIRE”

Le ministère de l'Éducation nationale organise à partir de lundi prochain, jour de la rentrée scolaire (2026-2027), “La semaine de la santé scolaire” sous le slogan “La santé scolaire...pour un avenir sain et sûr”, a indiqué, vendredi, un communiqué du ministère.

Cette manifestation éducative de sensibilisation est organisée avec la participation des ministères, de la Santé, de l'Industrie pharmaceutique et de la Jeunesse ainsi que l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLCDT).

Le cours inaugural de cette semaine sera placé sous le thème “la relation entre l'arbre et la santé humaine” pour le cycle de l'enseignement primaire, alors que les thèmes abordés dans les cycles, moyen et secondaire porteront respectivement sur “l'impact de la dégradation des forêts sur la santé publique” et “la protection de l'environnement forestier comme nécessité sanitaire”.

Dans le même contexte, “des ateliers seront organisés sur l'importance d'une alimentation saine et équilibrée, les dangers de l'obésité, le sport et son impact sur la santé

de l'élève, ainsi que les risques des boissons énergisantes sur la santé. Un autre atelier dédié à la santé psychologique et mentale abordera des thèmes liés à l'harcèlement scolaire, à la rationalisation de l'utilisation des réseaux sociaux et aux risques de l'addiction aux drogues et aux psychotropes”, précise la même source.

Parallèlement, “le prêche du vendredi sera consacré à la santé scolaire afin de sensibiliser les parents à l'importance d'accompagner leurs enfants dans l'adoption d'un mode de vie sain et sûr”, selon le communiqué.



Justice :

13 NOUVELLES JURIDICTIONS COMMERCIALES BIENTÔT INSTALLÉES



Le réseau des juridictions spécialisées va s'élargir dans les prochains jours. Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa, l'a annoncé ce mardi à Oran, en marge d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya. 13 nouvelles juridictions commerciales spécialisées seront installées, portant leur nombre total à 25 à l'échelle nationale.

UN DÉCRET PUBLIÉ POUR RENFORCER LES JURIDICTIONS COMMERCIALES

Selon le ministre, un décret relatif au renforcement du réseau des juridictions commerciales spécialisées

a été publié. L'installation officielle des nouvelles structures interviendra dans les prochains jours. Cette extension fait suite, précise Lotfi Boudjemaa, aux instructions du président de la République Abdelmadjid Tebboune concernant l'élargissement de ce réseau à différentes régions du pays.

Le ministre a également fait état de la formation de magistrats spécialisés dans les questions commerciales. Ces magistrats seront affectés aux nouvelles structures, notamment dans les régions qui ne disposent pas encore de juridictions de cette nature. Lotfi Boudjemaa a expliqué que le développement de l'activité commerciale néces-

site désormais une prise en charge judiciaire adaptée des litiges qui peuvent en découler.

DIX PÔLES PÉNAUX SPÉCIALISÉS À L'ÉCHELLE NATIONALE

Le réseau des pôles pénaux spécialisés sera lui aussi élargi. Le ministre a annoncé que leur nombre sera porté à dix à l'échelle nationale. Cette extension répond notamment aux besoins des régions où les structures judiciaires connaissent une pression importante.

Elle doit ainsi permettre d'adapter l'organisation judiciaire au volume et à la nature des affaires traitées. Ce renforcement s'inscrit dans la politique de spécialisation de la justice engagée par le ministère. Il vise à améliorer la prise en charge des dossiers relevant de la criminalité pénale spécialisée.

LE GUICHET ÉLECTRONIQUE ÉTENDU AUX COURS ADMINISTRATIVES D'APPEL

Sur le volet numérique, le ministre a annoncé depuis la Cour de justice

d'Oran l'extension des services du guichet électronique national des juridictions administratives. Ce dispositif s'étend désormais aux cours administratives d'appel et au Conseil d'État. Il permet aux justiciables et à leurs avocats de consulter l'évolution de leurs affaires et d'obtenir des copies de décisions de justice.

Les usagers pourront accéder à ces services depuis n'importe quelle juridiction administrative du territoire national, tribunal ou cour d'appel confondus. Cette extension doit notamment faciliter l'accès aux informations relatives aux procédures et poursuivre la numérisation des services de la justice.

PLUSIEURS INFRASTRUCTURES INAUGURÉES À ORAN

Au cours de sa visite, Lotfi Boudjemaa a inauguré les nouveaux sièges des tribunaux de Gdyl et de Bir El-Djir. Il a également inauguré celui de la cour administrative d'appel d'Oran. Par ailleurs, le ministre a inspecté les travaux de réalisation d'un établissement pénitentiaire et d'une

Maison de l'avocat.

Le programme comprenait aussi une inspection du siège de la Cour de justice d'Oran. Un exposé a présenté le fonctionnement de l'activité judiciaire au niveau de cette juridiction et des tribunaux qui en relèvent. Enfin, une rencontre avec les magistrats, fonctionnaires, auxiliaires et agents de justice a eu lieu au siège de la cour.

UNE SPÉCIALISATION ENGAGÉE DEPUIS PLUSIEURS MOIS

Cette annonce s'inscrit dans un mouvement de spécialisation de la justice algérienne engagé depuis plusieurs mois. Le secteur avait déjà connu des annonces sur la peine de mort pour les trafiquants de drogue et sur la réforme de plusieurs établissements pénitentiaires. Le ministère de la Justice poursuit ainsi, selon ses communications, une réorganisation progressive de ses juridictions à l'échelle nationale.

Huawei Algérie lance la 12^{ème} édition de Seeds for the Future : Cinq ministères associés pour la première fois

Huawei Algérie officialise le lancement de la 12^{ème} édition de son programme phare de développement des talents numériques, « Seeds for the Future ». L'initiative accompagne depuis plusieurs années des étudiants algériens dans les domaines des technologies de l'information et de la communication (TIC). Pour cette édition 2026, le nombre de bénéficiaires passe de 50 à plus de 80 étudiants. Ces jeunes talents ont été sélectionnés parmi les étudiants les plus performants de leurs établissements, issus d'universités, d'écoles et d'instituts répartis à travers différentes régions du pays.

cinq ministères associés pour la première fois

L'édition 2026 se distingue par une coopération institutionnelle renforcée. Pour la première fois, cinq ministères sont associés au programme.

Il s'agit du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, du ministère de la Poste et des Télécommunications, du ministère de la Formation et de l'Enseignement Professionnels,

du ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales, ainsi que du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale. Cette collaboration passe par les écoles et les établissements relevant de ces institutions.

Elle traduit, selon Huawei Algérie, l'importance accordée au développement des compétences numériques et à l'accompagnement des jeunes talents dans leur parcours académique et professionnel.

Un parcours d'apprentissage centré sur les technologies émergentes

Tout au long du programme, les participants découvriront différents domaines liés aux TIC et aux technologies émergentes. Ils échangeront notamment avec des experts de Huawei, mais aussi avec des entreprises, des startups et des universités.

Ces échanges visent à enrichir leurs connaissances et à développer leurs compétences. Ils permettent également aux étudiants de mieux comprendre les opportunités offertes par l'écosystème numérique.

Le programme favorise par ailleurs les rencontres entre



jeunes talents venus de différentes régions d'Algérie. Cette mise en réseau doit contribuer à la création d'un réseau national de compétences et d'innovateurs.

Un engagement pour l'économie numérique algérienne

À travers « Seeds for the Future », Huawei réaffirme son engagement à contribuer au développement des compétences numériques en Algérie. L'entreprise entend ainsi accompagner une nouvelle génération de jeunes capables de participer à la transformation numérique du pays.

Depuis son lancement en Algérie, le programme a permis à de

nombreux étudiants de bénéficier d'une exposition internationale. Il leur a également donné accès à des connaissances dans les domaines technologiques les plus avancés, ainsi qu'à un développement de leur réseau professionnel.

plus de 80 nouveaux talents pour cette 12^e édition

Avec cette 12^e édition, Huawei Algérie entend poursuivre sa dynamique de formation. L'entreprise offrira à plus de 80 nouveaux talents une expérience d'apprentissage, d'innovation et d'ouverture sur les métiers et technologies de demain.

Ce programme s'inscrit dans un contexte où plusieurs initiatives

publiques et privées cherchent à renforcer les compétences numériques des étudiants algériens. Le développement de l'enseignement de l'informatique et la modernisation des infrastructures universitaires font partie des chantiers en cours à l'échelle nationale.

Un programme international déployé depuis plusieurs années

Lancé par Huawei à l'échelle mondiale, « Seeds for the Future » est un programme international dédié au développement des talents dans le domaine des TIC. Il vise à offrir aux étudiants l'opportunité d'acquérir de nouvelles compétences et de découvrir les dernières innovations technologiques.

Le programme permet également de développer des échanges avec des experts et d'autres jeunes talents. Huawei poursuit ainsi son ambition de contribuer à un écosystème numérique fondé sur les compétences, l'innovation et la coopération.

Pour plus d'informations sur le programme, vous pouvez consulter le site officiel de Huawei.

Port de Djen Djen : 5 700 tonnes d'acier chinois transbordées vers Djibouti, 3^{ème} opération de 2026

Le dimanche 20 septembre, le port de Djen Djen (Jijel) a transbordé 537 bobines d'acier arrivées de Chine, soit 5 700 tonnes, avant de les réexpédier vers Djibouti. De plus, l'Entreprise portuaire de Djen Djen (EPDJ) présente cette opération comme la troisième du genre dans ses installations. La première, fin janvier 2026, était aussi une première pour l'Algérie.

L'EPDJ, filiale du groupe public Serport, a détaillé l'opération dans un communiqué publié dimanche. La cargaison comptait 537 bobines d'acier, pour un poids total de 5 700 tonnes. Arrivée à bord du navire MV SEADANCE, elle a été réceptionnée à quai puis réexpédiée vers Djibouti, sa destination finale.

La marchandise n'était pas destinée au marché algérien. Djen Djen n'a servi que de point d'étape dans une chaîne logistique internationale. C'est un rôle nouveau pour un port surtout tourné jusqu'ici vers les importations et les exportations du pays.

L'EPDJ estime que l'opération renforce l'intégration du port dans les chaînes internationales de transport et de logistique. Elle le décrit comme un « maillon



entre les lignes de navigation maritime internationales et les marchés régionaux ».

Selon l'état du port publié par l'EPDJ, le vraquier MV SEADANCE, battant pavillon maltais, est à quai à Djen Djen depuis le 20 juillet 2026, avec plus de 43 500 tonnes de marchandises diverses chargées à Lianyungang, en Chine. Les 5 700 tonnes de bobines destinées à Djibouti ne représentaient qu'une partie de ce chargement. D'ailleurs, l'entreprise portuaire n'a pas précisé la date de leur réexpédition, ni le navire qui les a acheminées vers leur destination finale.

Le transbordement consiste à

faire passer une marchandise d'un navire à un autre sans stockage prolongé à quai. Le transit ajoute un passage par les installations portuaires avant la réexpédition. Pour l'opération du 20 septembre, l'EPDJ parle justement de « transit et de transbordement ».

Pour un port, ces activités apportent un trafic qui ne dépend pas seulement du commerce extérieur national. Jusqu'ici, Djen Djen était surtout associé à des flux liés à l'économie algérienne. Notamment, il s'agissait des exportations de brames d'acier du complexe sidérurgique de Bellara.

Le port de Djen Djen avait

réalisé sa première opération de transbordement, une première à l'échelle nationale, le 25 janvier 2026. Il avait alors accueilli le navire Xin Yong Chang 19, venu de Chine avec 800 EVP de conteneurs. Parmi eux, 200 ont été réexpédiés vers Saint-Petersbourg, en Russie. Par ailleurs, l'EPDJ fait état d'une deuxième opération, dont les détails n'ont pas été rendus publics.

Trois opérations en huit mois, l'activité reste ponctuelle. Mais elle se répète, et l'EPDJ en fait l'un des axes de développement du port.

Des infrastructures pensées pour les grands navires

Selon les données publiées par l'EPDJ sur son site officiel, le port couvre 210 hectares et offre un tirant d'eau pouvant atteindre -18,20 mètres. De plus, il se trouve à moins de 50 milles de la route maritime qui relie le canal de Suez au détroit de Gibraltar. Le port a multiplié les escales de gros navires. En novembre 2024, le porte-conteneurs MSC Tamara (265 mètres) avait accosté à son terminal à conteneurs. Cet événement, l'EPDJ l'avait présenté comme une première nationale. En janvier 2026, deux navires de plus de 200 mètres

ont accosté à Jijel. Quelques jours plus tard, le port recevait l'Istanbul Bridge, un porte-conteneurs de 294 mètres. L'EPDJ a présenté ce navire comme le plus grand jamais accueilli dans un port algérien.

Actualités Algérie

Fin janvier, le directeur général de l'EPDJ a indiqué à la Télévision algérienne qu'un terminal à conteneurs de 17 hectares venait d'être réceptionné. Un deuxième terminal doit, selon lui, permettre d'accueillir des navires de 400 mètres.

Selon la presse économique algérienne, quatre nouveaux quais ont été mis en service en mai 2026. Trois sont réservés à l'export ; le quatrième accueille notamment l'import, l'export, le transbordement et le soutage (avitaillement en carburant des navires).

L'EPDJ présente son terminal à conteneurs comme en phase finale d'aménagement et lui attribue une capacité annoncée de 2 millions d'EVP par an. Lancé en 2015, interrompu en 2019 puis relancé en 2024, le projet devait être entièrement réceptionné fin 2025, une échéance qui n'a pas été tenue. Aucune nouvelle date de mise en service à pleine capacité n'a été communiquée.

Visite ministérielle à Annaba : Une délégation officielle pour suivre la concrétisation du Projet de Phosphate Intégré

imen boulmaiz

Le wali d’Annaba, Abdelkrim Lamouri, accompagné du président de l’Assemblée populaire de wilaya (APW), a accueilli, hier, à l’aéroport Rabah-Bitat d’Annaba, une importante délégation officielle venue dans le cadre du suivi du Projet de Phosphate Intégré (PPI). La délégation était composée de Mohamed Arkab, ministre d’État, ministre des Hydrocarbures, de Abdelkader Djellaoui, ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, de Mourad Hanifi, ministre des Mines et des Industries minières, ainsi que de Noureddine Daoudi, président-directeur général du groupe Sonatrach.



La cérémonie d’accueil s’est déroulée en présence des membres de la commission de sécurité de la wilaya, de députés des deux chambres du Parlement, du chef de la daïra d’El Bouni ainsi que du président de l’Assemblée populaire communale d’El Bouni. Cette visite ministérielle s’inscrit dans le cadre du lancement officiel des travaux du Projet de Phosphate

Intégré, considéré comme l’un des grands projets industriels suivis au niveau national. Elle intervient également dans le prolongement des démarches engagées pour accélérer sa concrétisation sur le terrain. Le déplacement de la délégation à Annaba intervient notamment après la signature, le 12 août 2026, de plusieurs contrats portant sur la réalisation

d’infrastructures stratégiques liées au projet. Cette étape s’inscrit dans la mise en œuvre des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à accélérer la réalisation de ce projet et à assurer son entrée en production dans les délais fixés. Au cours de cette visite, les responsables ministériels doivent procéder à un suivi de terrain de l’état d’avancement des différents travaux, tout en examinant le niveau de préparation technique des différentes composantes du projet. La visite constitue également une occasion de suivre directement le déroulement des opérations engagées sur les différents chantiers, d’évaluer

leur progression et de s’assurer du respect des exigences techniques arrêtées. Une attention particulière est ainsi accordée au respect du calendrier de réalisation, à l’accélération du rythme des travaux et à la coordination entre les différents intervenants, afin de réunir les conditions nécessaires à l’entrée en production du projet dans les délais prévus. À travers cette nouvelle visite de terrain, les autorités entendent assurer un suivi régulier des différentes étapes de concrétisation du Projet de Phosphate Intégré, dont plusieurs infrastructures sont directement liées à la wilaya d’Annaba, notamment dans le domaine portuaire et logistique.

Projet de phosphate intégré : Lancement officiel des travaux d’extension du port phosphatier d’Annaba

imen boulmaiz

Une importante délégation ministérielle s’est rendue, mercredi à Annaba, dans le cadre du suivi du Projet de Phosphate Intégré et de la réalisation des infrastructures portuaires destinées à accompagner ce projet stratégique. La cérémonie officielle de lancement des travaux des installations portuaires du quai minéralier a été présidée par Mohamed Arkab, ministre d’État, ministre des Hydrocarbures, en présence de Abdelkader Djellaoui, ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, de Mourad Hanifi, ministre des Mines et des Industries minières, du wali d’Annaba, Abdelkrim Lamouri, ainsi que du président-directeur général du groupe Sonatrach, Noureddine Daoudi, et des membres de la délégation officielle. À cette occasion, le responsable a effectué une visite technique du projet d’extension du port phosphatier d’Annaba, qui prévoit notamment la réalisation d’un quai minéralier ainsi que de plusieurs infrastructures et ouvrages nécessaires à son exploitation. Au cours de cette visite, la délégation a inspecté les travaux de fonçage des pieux destinés à soutenir

l’ouvrage portuaire. À ce jour, 910 pieux sur un total de 1 322 ont été réalisés. Le rythme actuel des travaux se situe entre 7 et 10 pieux par jour, avec pour objectif d’accélérer davantage la cadence afin d’assurer l’achèvement du projet dans les délais fixés. Les responsables ont également suivi les travaux de réalisation de la digue en enrochements au niveau du mur du quai, ainsi que les opérations de remblaiement de la plateforme arrière du quai et de ses parties profondes à l’aide de sable marin. Selon les données présentées lors de la visite, environ 1,2 million de mètres cubes de sable ont déjà été utilisés pour le remblaiement de la plateforme arrière grâce à un navire spécialisé dans les opérations de dragage. Le volume total des remblais réalisés atteint, quant à lui, près de 2 millions de mètres cubes, dans le cadre d’un programme prévoyant l’utilisation d’environ 5 millions de mètres cubes de sable. La délégation ministérielle a également inspecté les travaux de réalisation des poutres en béton armé, ainsi que les préparatifs pour la fabrication et la mise en place des dalles préfabriquées en



béton armé destinées à constituer la superstructure du futur quai minéralier. Ces différentes opérations constituent des étapes essentielles dans la réalisation de l’infrastructure portuaire, appelée à assurer la prise en charge des activités liées au transport et à l’exportation des produits issus de la filière phosphatière. L’un des points importants présentés à la délégation concerne l’utilisation d’une nouvelle technique destinée au renforcement des couches profondes du sol, connue sous le nom de PVD (Prefabricated Vertical Drains). Cette technique vise notamment à maîtriser le phénomène de tassement des sols et à améliorer leur capacité à supporter les importantes charges



qui seront exercées par la future superstructure du quai. Selon les explications fournies sur place, cette technologie est utilisée pour la première fois en Algérie, compte tenu de la nature particulière des ouvrages projetés et des charges importantes qu’ils devront supporter une fois l’infrastructure mise en exploitation. La délégation a également suivi l’état d’avancement des travaux de réalisation du barrage maritime. Une nouvelle zone de travail a été ouverte afin de permettre l’acheminement et la mise en place des pierres et des blocs rocheux directement par camions à travers l’ancien barrage maritime. Cette nouvelle organisation doit permettre de renforcer la cadence

des travaux et de soutenir les opérations actuellement réalisées par voie maritime. À travers cette visite technique, les membres de la délégation ont reçu un exposé détaillé sur l’avancement des différents chantiers composant le projet, tout en examinant les conditions de réalisation et le respect des normes techniques et des exigences d’ingénierie. L’extension du port phosphatier d’Annaba s’inscrit ainsi dans la réalisation du Projet de Phosphate Intégré et du corridor minier oriental, avec l’objectif de mettre en place les infrastructures nécessaires à l’acheminement, au traitement et à l’exportation des produits miniers issus de cette importante chaîne industrielle.

Annaba : La famille artistique se mobilise autour de Dib El Ayachi

bicha bariza nesrine



Un geste de fidélité et de solidarité qui témoigne de l’attachement du monde artistique annabi à l’un de ses visages. La directrice de la Culture de la wilaya d’Annaba, Mme Barakouk Saliha, s’est rendue auprès de l’artiste Dib El Ayachi afin de prendre de ses nouvelles et de s’enquérir de son état de santé. Accompagnée des artistes Dakhla

Mebarek, Fayçal Kahia et Kamel Bannani, la directrice de la Culture a ainsi tenu à entourer l’artiste de son soutien et de son affection dans cette période difficile. Cette visite a constitué un moment de partage et de fraternité entre figures de la scène artistique locale, rappelant l’importance de rester aux côtés des artistes, notamment lorsqu’ils traversent des périodes éprouvantes.

À travers cette initiative, un message de reconnaissance et de fidélité a également été adressé à Dib El Ayachi, en hommage à son parcours et à sa contribution à la vie artistique. Tous les présents lui ont souhaité un prompt rétablissement, avec l’espoir de le voir retrouver rapidement la santé et reprendre sa place parmi les siens et sur la scène artistique.

AnnABA : CONTRÔLE DES ÉQUIPEMENTS DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DANS LES COMMERCES SPÉCIALISÉS

imen boulmaiz

Dans le cadre du suivi de la commercialisation des équipements de sécurité et de prévention, notamment les extincteurs destinés aux véhicules, les services de la Direction du commerce de la wilaya d'Annaba, à travers le service du contrôle des pratiques commerciales, ont organisé une sortie de terrain consacrée au contrôle de ces produits. Cette opération de contrôle a été menée en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale et de la Sûreté nationale, dans le but de veiller au respect des dispositions légales et réglementaires encadrant la commercialisation des équipements liés à la sécurité des personnes et des biens. Les équipes de contrôle ont ciblé plusieurs commerces de détail spécialisés dans la vente de matériels de sécurité et de pré-

vention, notamment les équipements destinés à lutter contre les risques d'incendie dans les véhicules. Lors de cette opération, les agents ont procédé à l'examen de la situation des différents équipements proposés à la vente, en portant une attention particulière à leur disponibilité sur le marché local. Les contrôleurs ont également vérifié les prix affichés et les prix effectivement appliqués, afin de s'assurer du respect des règles relatives à la transparence des transactions commerciales et à l'information du consommateur. La vérification a également porté sur les documents commerciaux et les factures accompagnant les produits exposés à la vente. Cette démarche vise notamment à assurer la traçabilité des marchandises commercialisées et à vérifier leur conformité avec les obligations imposées aux opérateurs éco-

nomiques. Les équipes mobilisées ont par ailleurs procédé à la vérification du respect, par les commerçants et opérateurs concernés, des obligations légales et réglementaires liées à l'exercice de leur activité et à la commercialisation des équipements de sécurité. Une attention particulière est accordée à ce type de produits en raison de leur lien direct avec la sécurité des usagers, notamment lorsqu'il s'agit d'extincteurs et de matériels destinés à prévenir ou à combattre les départs de feu dans les véhicules. Cette action s'inscrit ainsi dans le cadre du renforcement du contrôle commercial et de la protection du consommateur, tout en contribuant à améliorer la transparence des pratiques commerciales et à assurer une meilleure disponibilité des équipements de prévention sur le marché local. À travers ces sorties de



terrain, les services de la Direction du commerce d'Annaba poursuivent leurs opérations de contrôle auprès des différents opérateurs économiques, en coordination avec les services

de sécurité concernés, afin de veiller au respect de la réglementation et de contribuer à un marché plus transparent et à une meilleure protection des consommateurs.

Chét Aïbi RÉUNION DE LA COMMISSION DE PRÉVENTION DES MALADIES À TRANSMISSION HYDRIQUE

imen boulmaiz

Une réunion de la commission de daïra chargée de la prévention des maladies à transmission hydrique s'est tenue hier au niveau de la daïra de Chétaïbi. La rencontre est présidée par M. Walid Zernadji, chef de la daïra de Chétaïbi, en présence des différents membres de la commission concernés par ce dispositif de prévention. Cette réunion est consacrée à l'examen

des mesures préventives visant à limiter les risques liés aux maladies transmissibles par l'eau, notamment à travers le suivi des conditions d'hygiène, de la qualité de l'eau destinée à la consommation et des différents facteurs susceptibles de favoriser l'apparition ou la propagation de ce type de maladies. Les membres de la commission devraient également coordonner leurs efforts et renforcer la vigilance au niveau du

territoire de la daïra, afin d'assurer une surveillance régulière et une intervention rapide en cas de situation nécessitant des mesures sanitaires particulières. Cette rencontre traduit ainsi l'importance accordée aux actions de prévention et de coordination entre les différents services concernés pour préserver la santé publique et garantir des conditions sanitaires adéquates à la population de Chétaïbi.

sidi AmAR UNE OPÉRATION DE RECENSEMENT ET DE SÉCURISATION DES PUIXS AGRICOLES

imen boulmaiz

Une opération de terrain consacrée à la visite, au recensement et à l'évaluation des puits a été menée mardi, mercredi sur le territoire de la commune de Sidi Amar, dans la wilaya d'Annaba. L'opération a été organisée sous la supervision du chef de la daïra d'El Hadjar, avec la participation de plusieurs services et organismes concernés par la sécurité, la protection civile, l'environnement, les ressources en eau et le secteur agricole. La sortie de terrain a notamment réuni des représentants des brigades territoriales

de la Gendarmerie nationale de Sidi Amar et d'El Kantara, ainsi qu'un représentant de l'unité de la Protection civile de Sidi Amar. La direction de l'opération a également bénéficié de la présence de la représentante de la daïra chargée de l'environnement et de la santé publique. Ont également pris part à cette opération le représentant de la circonscription des forêts d'El Hadjar, le chef de la subdivision des ressources en eau d'El Hadjar, des représentants des services agricoles, le chef de l'Inspection de la police des eaux d'El Hadjar, ainsi que des représentants de la structure communale chargée de la

préservation de l'hygiène et de la santé publique de Sidi Amar. Les équipes mobilisées ont procédé à une opération de recensement et d'inspection des différents types de puits présents sur le territoire de la commune, notamment les puits agricoles et les puits artésiens. Une attention particulière a été accordée aux puits ouverts, abandonnés ou insuffisamment sécurisés, susceptibles de constituer un danger pour les habitants, notamment dans les zones agricoles et les espaces peu fréquentés. Les visites effectuées sur le terrain doivent permettre de dresser un état des lieux précis de ces ouvrages, d'identifier

ceux qui présentent des risques et de déterminer les mesures appropriées pour chacun d'entre eux. À l'issue des opérations de constat et de recensement, les services concernés sont appelés à prendre toutes les mesures nécessaires pour sécuriser les puits identifiés comme présentant un risque. Selon la situation de chaque ouvrage, les interventions pourront notamment porter sur leur sécurisation et leur protection afin d'empêcher toute chute accidentelle. Pour les puits ouverts, abandonnés ou ne présentant plus d'utilité, leur comblement pourra être envisagé lorsque cela s'avère nécessaire. Cette opération in-

tersectorielle vise ainsi à renforcer la prévention des accidents et à protéger les citoyens contre les dangers liés aux ouvrages hydrauliques non sécurisés, tout en permettant aux services concernés de disposer d'un inventaire actualisé des puits présents sur le territoire de Sidi Amar. La mobilisation conjointe des services de sécurité, de la Protection civile, des ressources en eau, de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de l'hygiène publique traduit la volonté des autorités locales de traiter ce risque de manière préventive et coordonnée, à travers un suivi régulier des ouvrages concernés.

eL tARF / sAnté scOLAiRe À BouHADJAR

UNE VASTE CAMPAGNE DE PRÉVENTION AU CŒUR DE L'ÉCOLE PRIMAIRE RAFAI MABROUK

r.c
La santé des générations futures et la protection de l'enfance demeurent au centre des priorités des pouvoirs publics. Dans le sillage des activités marquant la Semaine nationale de la santé scolaire, une action d'envergure de sensibilisation et de dépistage s'est tenue hier au niveau de l'école primaire Rafai Mabrouk, relevant de la commune de Bouhadjar, dans la wilaya d'El Tarf.

**Une mobilisation
institUtionnelle
De proXimité**

Cette initiative, hautement saluée par la communauté éducative, a été orchestrée par l'équipe spécialisée de la médecine scolaire relevant de l'Établissement Public de Santé de Proximité (EPSP) de Bouhadjar. Organisée sous l'égide et la supervision directe de la Direction de la Santé et de la Population (DSP) de la wilaya, cette campagne illustre la volonté constante de l'État de rappro-

cher les services de santé du citoyen et d'ancrer une véritable culture de prévention dès le plus jeune âge.

**nUtrition,
sommeil
et HYgiène :
piliers
De la réUssite**

La séance a été brillamment animée par la docteure Djehbar Houda, qui a su capter l'attention des jeunes écoliers grâce à une approche pédagogique et interactive. L'intervention a d'abord mis en lumière l'importance capitale d'une alimentation saine et équilibrée. Les élèves ont été informés de l'impact direct des nutriments sur leur croissance physique et leur développement cognitif. De plus, la praticienne a longuement insisté sur la nécessité d'un sommeil réparateur et régulier, paramètre indispensable pour optimiser la mémoire, la concentration en classe et, par conséquent, le rendement scolaire. Le volet de l'hygiène bucco-dentaire a également été abordé en

détail, avec des démonstrations sur les bonnes pratiques de brossage pour prévenir l'apparition des caries et autres affections dentaires.

**LUtte contre les
fléaUX moDernes :
obésité et
cYberDépenDance**

Face à l'évolution des modes de vie, l'équipe médicale a tiré la sonnette d'alarme concernant des phénomènes sanitaires contemporains. La sédentarité croissante a été pointée du doigt, la prévention de l'obésité juvénile s'imposant désormais comme une urgence de santé publique. Les enfants ont été encouragés à pratiquer une activité physique régulière. Par ailleurs, une mise en garde stricte a été formulée contre la surexposition aux écrans (téléphones, tablettes, télévision). La surconsommation numérique altère non seulement la vision, mais perturbe gravement le cycle du sommeil et la capacité d'attention des élèves, impactant directement leurs



résultats scolaires.

**santé mentale
et climat
scolaire sain**

Au-delà de la santé physique, le bien-être psychologique a occupé une place de choix lors de cette journée. Le phénomène du harcèlement scolaire (bullying), ses répercussions psychologiques dévastatrices sur les victimes et les moyens de le contrer ont été expliqués avec des mots simples. L'objectif étant de cultiver un environnement

scolaire basé sur le respect mutuel, la tolérance et la bienveillance entre camarades.

Cette campagne préventive démontre l'efficacité des programmes nationaux de santé scolaire, véritables boucliers sanitaires. Elle confirme l'engagement des structures sanitaires de la wilaya d'El Tarf à assurer un suivi médical rigoureux, garantissant ainsi un environnement d'apprentissage sain et sécurisé pour tous les élèves.

eL t ARF :

DEUX INDIVIDUS ARRÊTÉS AVEC PLUS DE 1100 CAPSULES DE PSYCHOTROPES ET DU KIF TRAITÉ



imen boulmaiz

Les services de la Sûreté de wilaya d'El Tarf ont réussi à mettre fin aux activités de deux individus présumés impliqués dans un réseau criminel spécialisé dans le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes. L'opération a été menée par les éléments de la Sûreté urbaine extramuros d'El Chatt, relevant de la Sûreté de wilaya d'El Tarf, sous la supervision du procureur de la République territorialement compétent. L'intervention a permis l'arrestation de deux suspects et la saisie

d'une importante quantité de produits prohibés, qui étaient, selon les éléments de l'enquête, destinés à être écoulés illicitement. Les policiers ont ainsi mis la main sur 1 186 capsules de substances psychotropes, ainsi que 150 grammes de kif traité. L'opération a également permis de saisir 32 comprimés de drogues dures de type « Ecstasy », en plus d'une somme d'argent présumée provenir des activités criminelles. Des armes blanches prohibées ont également été découvertes et saisies lors de cette intervention. À l'issue des investigations, les deux mis en cause ont été présentés

devant le parquet territorialement compétent pour les faits liés au transport et à la détention de substances psychotropes à des fins de vente illicite. Après leur présentation devant la justice, un mandat de dépôt a été prononcé à leur rencontre, et les deux suspects ont été placés dans un établissement pénitentiaire dans l'attente des suites judiciaires de l'affaire. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par les services de sécurité pour lutter contre le trafic de stupéfiants et de psychotropes et démanteler les réseaux impliqués dans leur commercialisation illicite.

sidi AmAR

TROIS BLESSÉS DANS LA SORTIE DE ROUTE D'UN BUS DE TRANSPORT DE VOYAGEURS

imen boulmaiz

Trois personnes ont été légèrement blessées, ce mercredi, à la suite d'un accident de la circulation survenu sur le territoire de la commune de Sidi Amar, relevant de la daïra d'El Hadjar, dans la wilaya d'Annaba. Selon les informations com-

muniquées par les services de la Protection civile d'Annaba, l'intervention a été déclenchée à 12h54, après un accident impliquant un bus de transport de voyageurs assurant la liaison quartier El Kantara – Annaba. Pour des raisons qui n'ont pas été précisées, le bus a dévié de sa trajectoire alors qu'il circulait sur le chemin de

wilaya n°129, sur le territoire de la commune de Sidi Amar. L'accident a fait trois blessés, âgés de 18 à 41 ans. Les victimes ont souffert de blessures qualifiées de légères. L'une d'entre elles se trouvait également en état de choc à la suite de l'accident. Dès leur arrivée sur les lieux, les équipes de la Protection civile ont procédé

aux premiers secours et à la prise en charge médicale des victimes. Les trois personnes blessées ont ensuite été évacuées vers l'hôpital d'El Hadjar afin d'y recevoir les soins nécessaires et de faire l'objet d'une évaluation médicale. Les circonstances exactes ayant conduit à la sortie de route du bus restent à déterminer par les

services compétents, qui devront établir les causes de cet accident. Cet incident rappelle une nouvelle fois l'importance de la vigilance et du respect des règles de sécurité routière, particulièrement sur les axes empruntés quotidiennement par les véhicules de transport collectif.

Volodymyr Zelensky dit avoir obtenu l’aval de Donald Trump pour la production de missiles Patriot en Ukraine

Le président des Etats-Unis avait annoncé en juillet son intention d’autoriser Kiev à en fabriquer, avant d’estimer que les Etats-Unis devaient « faire très attention ». Selon son homologue ukrainien, le lancement de la production pourrait prendre « un an à un an et demi », selon le monde fr Volodymyr Zelensky, a annoncé, vendredi 25 septembre, que Donald Trump avait finalement pris la décision d’accorder à l’Ukraine les licences nécessaires pour produire des missiles de défense antiaérienne Patriot, après avoir changé plusieurs fois d’avis sur le sujet. « Lors de notre dernière rencontre, le président Trump m’a confirmé



que, oui, il avait pris une décision finale : l’Ukraine recevra des licences pour la production de missiles Patriot », dit le président ukrainien, dans un message vocal adressé à des journalistes, après

avoir rencontré son homologue américain à New York, cette semaine. M. Zelensky avait estimé, quelques jours plus tôt, que le lancement de la production sur

place pourrait prendre « un an à un an et demi ». Si l’armée ukrainienne parvient à intercepter la majorité des drones russes, les missiles balistiques, plus destructeurs, sont beaucoup plus difficiles à détruire et la Russie les utilise de plus en plus souvent, notamment pour attaquer les grandes villes ukrainiennes. Les intercepteurs PAC-3 pour les systèmes Patriot sont les seuls, selon Kiev, à même d’assurer une protection efficace, mais ils sont très onéreux et difficiles à obtenir. Leur pénurie à l’échelle mondiale s’est, par ailleurs, aggravée depuis la guerre entre les Etats-Unis et l’Iran, qui a éclaté en février. Donald Trump avait annoncé, le

8 juillet, son intention d’autoriser l’Ukraine à en fabriquer, à l’issue du sommet de l’Organisation du traité de l’Atlantique Nord (OTAN) qui s’est déroulé à Ankara, puis, à la fin du même mois, il avait estimé que les Etats-Unis devaient faire « très attention », en ajoutant : « Vous donnez cette technologie et, un jour, ils peuvent se retourner contre vous. »u début de septembre, son secrétaire d’Etat, Marco Rubio, a toutefois fait état de négociations avec l’Ukraine concernant l’octroi d’une telle licence, en soulignant qu’elle n’apporterait pas de « solution immédiate » à la pénurie d’intercepteurs à laquelle l’Ukraine est confrontée.

La Côte d’Ivoire se donne six mois pour éradiquer l’orpaillage clandestin

En pleine flambée du cours de l’or, l’Etat ouest-africain veut endiguer le manque à gagner fiscal mais aussi des pratiques dangereuses sur les plans sanitaire et environnemental, notamment dans l’usage du mercure. Cette économie informelle est toutefois un « vecteur de paix sociale » dans des zones déshéritées, dont les terres ont été épuisées par l’agriculture intensive, selon le monde fr. L’ambiance est aussi lourde que l’air en cette fin de la saison des pluies dans les environs de Toumodi, au cœur de la Côte d’Ivoire. Les orpailleurs, nombreux à creuser près des villages de cette

zone aurifère située à quelques dizaines de kilomètres au sud de la capitale Yamoussoukro, ont peur. « Les gendarmes ne cessent de venir, se plaint l’un d’eux, âgé d’une quarantaine d’années. Ils brûlent nos logements, détruisent nos outils et ils arrêtent ceux qu’ils peuvent attraper. On sait que l’orpaillage clandestin est illégal, mais quel autre travail peut-on faire ? Plein de jeunes se retrouvent au chômage depuis que les gendarmes ont débarqué. » Depuis le mois d’août, les descentes du Groupement spécial de lutte contre l’orpaillage illégal se sont brutalement accélérées dans toute la Côte d’Ivoire. « Il s’agit

d’appliquer la loi stricto sensu », avait prévenu au début du mois le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, avertissant que « des chefs de village » pourraient eux-mêmes « se retrouver sous le coup de la loi ». Le 5 septembre, tous les préfets ont reçu du Conseil national de sécurité l’ordre d’éradiquer cette économie parallèle « dans les six mois ». Une mobilisation qui s’explique par le manque à gagner considérable pour l’Etat que représentent ces exploitations clandestines, en pleine flambée du cours du métal. Et par les menaces qu’elles font peser sur l’environnement.



Les Etats-Unis veulent soutenir X dans son recours contre une amende de l’Union européenne

Le gouvernement américain a demandé à intervenir dans la procédure engagée par X pour faire annuler une amende de 120 millions d’euros infligée par la Commission européenne au réseau social pour des infractions au règlement sur les services numériques, selon le monde fr. Le gouvernement américain a demandé, jeudi 24 septembre, à soutenir le réseau social X dans son recours contre l’Union européenne. La plateforme conteste une amende de 120 millions d’euros qui lui avait été infligée en décembre 2025 pour tromperie. « Nous ne tolérerons pas que la Commission européenne outre passe ses prérogatives réglementaires pour contrôler les moteurs américains de l’innovation et de la croissance », a déclaré dans



un communiqué Brett Shumate, adjoint du ministre de la justice, Todd Blanche. Désormais intégré à SpaceX, X avait fait appel de la décision en février devant le tribunal de l’Union européenne. L’Union européenne (UE) avait sanctionné le réseau

social pour la modification des règles d’attribution de la fameuse coche bleue. Après l’avoir initialement accordée à des sources d’information certifiées, X avait brusquement choisi de la réserver aux abonnés payants. Il s’agissait d’infractions au

règlement européen sur les services numériques, le DSA. X a, depuis, proposé plusieurs mesures correctives et s’est déjà mis en conformité avec la réglementation européenne dans le domaine des coches bleues. Pour justifier sa légitimité à intervenir dans la procédure, le gouvernement américain explique qu’une confirmation de l’amende aurait des « conséquences significatives » pour toutes les grandes plateformes technologiques américaines. Tensions entre Washington et Bruxelles Les Etats-Unis reprochent, par ailleurs, à l’Union européenne d’avoir enquêté sur Elon Musk ainsi que sur ses autres sociétés, même si elles n’avaient « pas de lien » avec le réseau social. Le patron de SpaceX,

proche de Donald Trump, a dépensé près de 300 millions de dollars (environ 263 millions d’euros) pour soutenir sa candidature victorieuse au scrutin présidentiel de 2024. Une fois l’ancien promoteur immobilier installé dans le bureau Oval, Elon Musk a accepté de diriger la commission DOGE, dont la mission consistait à trouver des sources d’économie au sein du gouvernement. Pour ce faire, son équipe a lancé des coupes drastiques et des licenciements de fonctionnaires, qui ont contribué à détériorer son image publique. En mai 2025, Elon Musk a pris ses distances avec DOGE, avant de se brouiller publiquement avec Donald Trump, à qui il reproche un laxisme budgétaire. Mais les deux hommes se sont, depuis, réconciliés.

Le RN et LFI opposés à l’envoi de militaires français en Arabie saoudite, annoncé par Emmanuel Macron

Le chef de l’Etat a annoncé, jeudi soir, l’envoi de « moyens militaires, c’est-à-dire des soldats, des radars, des systèmes de défense », pour protéger le site de Yanbou, principal terminal saoudien d’exportation de brut sur la mer Rouge qui est la cible des houthistes du Yémen, selon le monde fr. Le vice-président du Rassemblement national (RN), Sébastien Chenu, a estimé, vendredi 25 septembre, qu’« il ne [fallait] pas envoyer de militaires » français pour protéger le site de Yanbou, port pétrolier saoudien et maillon stratégique du réseau d’installations énergétiques du pays, comme l’a annoncé la veille le président français, Emmanuel Macron. « Ce n’est pas la bonne idée, ce n’est pas la bonne voie, a déclaré le député d’extrême droite sur RMC et BFM-



TV. C’est prendre un certain nombre de risques que nous ne voulons pas prendre (...), parce que nous n’avons pas d’accords de défense qui nous lient et qui font de l’Arabie saoudite un partenaire. » Il a rappelé que Riyad avait « déjà des accords de défense

avec la Turquie et le Pakistan ». « Pourquoi ne se tournent-ils pas vers leurs partenaires naturels ? », a-t-il interrogé. Jeudi soir, Emmanuel Macron a annoncé que la France allait « envoyer des moyens militaires, c’est-à-dire des

soldats, des radars, des systèmes de défense » pour « protéger » le site de Yanbou, « pas engager [la France] dans quelque conflit, mais protéger ce site ». « Installer un théâtre de guerre » Il existe des accords de coopération et d’assistance militaires entre la France et l’Arabie saoudite (formation, entraînements, coopération dans le domaine de l’armement, etc.), mais pas de clause de défense mutuelle, comme il en existe dans le cadre de l’Organisation du traité de l’Atlantique Nord (OTAN). Interrogé sur l’éventuel envoi d’avions de combat Rafale, le président a affirmé que l’« on verra[it] l’évolution et, selon les besoins, on en a dans la région ». « Mais en tout cas, on se met en situation de protéger ce site » parce qu’il en sortait, « il y a quelques semaines de là, chaque jour plus de 5

millions de barils », a-t-il ajouté. Principal terminal saoudien d’exportation de brut sur la mer Rouge, ce port est relié aux régions pétrolifères du royaume, situées près du Golfe, par l’oléoduc Est-Ouest, également connu sous le nom de Petroline. Le candidat de La France insoumise à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon, a réclamé dès jeudi soir un vote du Parlement. « Des troupes en Arabie saoudite, c’est s’installer sur un théâtre de guerre. Si la base est frappée, que ferons-nous ? Pas question de devenir belligérant. Donc l’Assemblée doit voter sur le sujet. Article 35 de la Constitution », a-t-il écrit sur X. « A partir du moment où on n’a pas d’accords de défense, le vote est un peu superfétatoire », a estimé Sébastien Chenu, « mais s’il y avait un vote on ne serait pas d’accord ».

A Gaza, l’ONU alerte sur la « pire crise économique jamais observée »

Face à une économie dévastée, la population de Gaza dépend désormais presque entièrement de l’aide humanitaire pour survivre, tandis que la Cisjordanie, occupée, subit un durcissement des restrictions, selon le monde fr. « L’effondrement de l’économie de Gaza constitue la crise économique la plus grave jamais enregistrée dans le monde, anéantissant des décennies de développement », a alerté jeudi 24 septembre l’agence de l’ONU pour le commerce et le développement (Cnuced). « Aujourd’hui, le PIB par habitant à Gaza équivaut à 58 cents par personne et par jour [soit 83 % de

moins que le niveau, déjà très bas, enregistré en 2022], tandis que le niveau des prix est supérieur de 274 % à celui de 2022 », a affirmé devant la presse à Genève Pedro Manuel Moreno, secrétaire général par intérim de la Cnuced, à l’occasion de la publication d’un rapport par l’organisation. L’offensive israélienne déclenchée en réponse à l’attaque du Hamas le 7 octobre 2023 a déplacé la quasi-totalité de la population du territoire palestinien, a endommagé ou détruit la majorité des bâtiments, et a fait plus de 73 000 morts, selon le ministère de la santé du territoire palestinien, placé sous l’autorité du

Hamas, dont les chiffres sont jugés fiables par l’ONU. Depuis octobre 2025, un fragile cessez-le-feu est en vigueur dans la bande de Gaza, mais l’économie est à terre. Avant octobre 2023, « deux habitants de Gaza sur trois vivaient dans la pauvreté. Aujourd’hui, toute la population de Gaza est touchée », a expliqué le responsable de la coordination de l’assistance au peuple palestinien pour la Cnuced, Mutasim Elagraa, évoquant « une situation déjà catastrophique [qui] s’est considérablement aggravée ». « A Gaza, le secteur du logement a subi les dommages les plus lourds, estimés à 19 milliards de dollars



pour 2025 », l’activité industrielle et la production agricole y ont reculé de 94 %, avec seulement 1,5 % des terres cultivables exploitables

et accessibles à ce jour, ce qui « implique une dépendance totale à l’aide alimentaire humanitaire », a-t-il énuméré.

Les responsables de la crise énergétique sont à Washington et à Moscou

Des pénuries d’hydrocarbures ne sont pas à exclure si les tensions géopolitiques s’éternisent. Le président américain, Donald Trump, évoque une possible interdiction des exportations du diesel produit aux Etats-Unis dans l’espoir de faire baisser les prix à la veille des élections de mi-mandat. Les premiers touchés seraient les pays européens, selon le monde fr. Au fil des semaines, le monde ne cesse d’éprouver la sévérité de ce qui constitue déjà l’une des plus graves crises énergétiques de son histoire. Le directeur exécutif de l’Agence internationale de l’énergie, Fatih Birol, estime depuis des mois que l’actuelle désorganisation des approvisionnements en hydrocarbures est plus sérieuse que lors des chocs pétroliers de 1973 et de 1979. Des pénuries ne sont

malheureusement plus à exclure si cette crise s’éternise. Elle ne se limite par ailleurs pas à l’essence et au diesel mais touche également le secteur des engrais et celui de la pétrochimie. Comme l’a montré l’intervention télévisée du président de la République, Emmanuel Macron, jeudi 24 septembre, de l’Asie, qui est sévèrement touchée, au Vieux Continent, les gouvernements sont partout sommés d’y répondre en fonction des moyens qui sont les leurs. Même si la France peut compter sur son parc nucléaire pour la production d’électricité, l’état de ses finances publiques ne lui permet pas d’accompagner les consommateurs aussi bien que certains de ses voisins européens. Cette hausse drastique du prix des carburants, qui pèse évidemment sur le pouvoir d’achat, nourrit une

colère que M. Macron a jugée « normale ». Cette colère, cependant, ne doit pas occulter le fait que le responsable de cette situation ne se trouve pas à Paris, à Rome ou à Berlin, mais à Washington. La décision hasardeuse de Donald Trump d’attaquer l’Iran le 28 février, prise de concert avec le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a enclenché le mécanisme qui a conduit au blocage du détroit d’Ormuz par le régime iranien. Les menaces que les rebelles houthistes font désormais peser sur l’autre passage stratégique du Moyen-Orient, le détroit de Bab Al-Mandab, sont la conséquence de cette guerre que la première armée du monde s’est montrée incapable de remporter jusqu’à présent. Non content d’avoir provoqué cette catastrophe, le locataire de la Maison Blanche n’exclut

pas désormais de l’aggraver en évoquant une interdiction des exportations du diesel produit aux Etats-Unis, dans l’espoir de faire baisser les prix à la veille de délicates élections de mi-mandat. Les premiers touchés seraient les pays européens. L’impasse à laquelle a abouti cette guerre contre l’Iran est renforcée par un autre conflit, celui ayant lieu en Ukraine, qui ne peut être imputé qu’à un autre homme, le président russe, Vladimir Poutine. C’est parce que l’agresseur se montre incapable de briser la résistance des Ukrainiens dans le Donbass qu’il s’est engagé dans une guerre contre les villes dévastatrice. En représailles, Kiev s’est résolu à pilonner les infrastructures de la Russie, notamment les sites énergétiques, au point de la contraindre à importer des

hydrocarbures pour éviter des pénuries. Il est regrettable qu’en France un candidat à l’élection présidentielle de 2027 puisse imaginer jeter le blâme sur l’Ukraine en estimant que sa riposte, notamment contre la ville de Moscou, est la cause, et non la conséquence, de l’escalade en cours. « Qui peut imaginer qu’un pays laisse sa propre capitale être attaquée et n’apporte aucune réponse à une situation pareille », a ainsi déclaré le candidat de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, tout en renvoyant Vladimir Poutine à son rôle d’envahisseur pour tenter d’expliquer une menace russe grandissante. Les Ukrainiens ne diraient pas mieux, eux qui subissent des bombardements russes indiscriminés depuis maintenant plusieurs années.

AUTOMOBILE - 47 MILLIONS DE CONTRÔLES TECHNIQUES ANALYSÉS :
LES VOITURES ELECTRIQUES PLUS FIABLES AU-DELA DE 100 000 KILOMETRES



Une vaste analyse portant sur 47 millions de contrôles techniques apporte un nouvel éclairage sur la fiabilité des différentes motorisations. les résultats montrent qu’au-delà du seuil symbolique des 100 000 kilomètres, les véhicules électriques présentent globalement moins de défauts relevés lors des contrôles que les modèles équipés de moteurs essence ou diesel. Une tendance qui relance le débat sur la durabilité des voitures électriques et sur leur coût réel d’utilisation à long terme.

La fiabilité d’une automobile constitue l’un des principaux critères pris en compte par les automobilistes, particulièrement lorsqu’il s’agit de conserver un véhicule pendant plusieurs années ou de l’acheter sur le marché de l’occasion. Si les performances, la consommation et le prix d’achat occupent traditionnellement une place importante dans la décision, l’usure mécanique reste un facteur déterminant. Dans ce domaine, les véhicules électriques semblent progressivement modifier les références habituelles. L’analyse d’un nombre exceptionnellement important de contrôles techniques, soit près de 47 millions de passages examinés, permet en effet de mieux observer le comportement des voitures au fil des kilomètres et de comparer les différentes technologies de propulsion. Le constat qui ressort de cette importante masse de données concerne notamment les véhicules ayant dépassé les 100 000 kilomètres. À ce stade du cycle de vie d’une automobile, les conséquences de l’usure commencent généralement à devenir plus visibles. Les pièces mécaniques ont accumulé plusieurs années de fonctionnement et certains organes peuvent nécessiter des réparations ou des remplacements. Or, les voitures électriques disposent d’une architecture mécanique sensiblement différente de celle des véhicules thermiques. Leur groupe motopropulseur comporte beaucoup moins de pièces mobiles et ne repose pas sur le même ensemble de mécanismes nécessaires à la combustion d’un carburant. Cette différence de conception constitue l’un des principaux éléments permettant d’expliquer les résultats observés. Un moteur thermique, qu’il fonctionne à l’essence ou au diesel, repose sur un ensemble complexe de composants qui travaillent continuellement sous des contraintes importantes. Pistons, soupapes, injecteurs, courroies ou chaînes de distribution, système d’échappement, embrayage et boîte de vitesses sont autant d’éléments susceptibles de subir une usure progressive. À mesure que le kilométrage

augmente, la probabilité de devoir intervenir sur certains de ces composants peut donc également progresser. Une voiture électrique, de son côté, possède un système de propulsion plus simple dans son fonctionnement mécanique, ce qui réduit certaines sources potentielles de panne. L’absence de moteur thermique signifie également l’absence de plusieurs opérations d’entretien traditionnellement associées aux véhicules essence et diesel. Une voiture électrique n’a pas besoin de vidange d’huile moteur et ne possède pas certains composants indispensables au fonctionnement d’un moteur à combustion. Cette simplification mécanique peut contribuer à réduire les opérations d’entretien et, dans certaines situations, les risques de défaillance liés à l’usure de ces pièces. Cela ne signifie toutefois pas que l’entretien disparaît. Les véhicules électriques restent soumis à l’usure de nombreux éléments communs à toutes les automobiles, notamment les pneumatiques, les suspensions, la direction, les systèmes de freinage et différents équipements électroniques. Le système de freinage mérite d’ailleurs une attention particulière. Grâce au freinage régénératif, qui permet de récupérer une partie de l’énergie lors des décélération pour recharger la batterie, les véhicules électriques sollicitent différemment leurs freins mécaniques. Dans certaines conditions de conduite, cette technologie peut contribuer à limiter leur usure. Les conséquences peuvent toutefois varier selon le modèle, le style de conduite, le poids du véhicule et son utilisation. Comme pour toute comparaison automobile, les résultats doivent donc être interprétés en tenant compte des caractéristiques propres à chaque véhicule. La question de la batterie demeure, quant à elle, au centre des interrogations des automobilistes. Elle représente l’un des composants les plus coûteux d’un véhicule électrique et joue un rôle essentiel dans son autonomie et sa valeur sur le marché de l’occasion. Pourtant, la fiabilité globale d’une voiture ne peut pas être réduite au seul état de sa batterie. Les contrôles techniques évaluent différents éléments du véhicule et permettent d’observer les défauts effectivement constatés sur les voitures présentées à l’inspection. La question de la longévité de la batterie doit donc être étudiée séparément, notamment en fonction de la technologie utilisée, des conditions climatiques, des cycles de recharge et de l’utilisation du véhicule. Le seuil des 100 000 kilomètres apparaît néanmoins comme particulièrement intéressant dans l’analyse. Pour de nombreux automobilistes, ce kilométrage constitue encore une frontière psychologique lorsqu’il s’agit d’évaluer l’état d’une voiture d’occasion. Un véhicule ayant dépassé ce seuil est souvent considéré comme davantage exposé aux

réparations et à l’usure. Les données issues de dizaines de millions de contrôles techniques permettent cependant de nuancer cette perception. Elles suggèrent que l’accumulation des kilomètres ne se traduit pas nécessairement par une dégradation identique selon la motorisation. Les véhicules électriques peuvent ainsi bénéficier de leur simplicité mécanique lorsque le kilométrage augmente. Alors que certaines pièces d’un moteur thermique sont constamment soumises à des mouvements, à des températures élevées et à des contraintes mécaniques, le moteur électrique fonctionne selon un principe différent. Il comporte moins de pièces en mouvement et ne nécessite pas les mêmes systèmes auxiliaires. Cette différence peut se révéler particulièrement intéressante sur le long terme, lorsque l’usure progressive des composants devient un facteur important dans les dépenses d’entretien. Il convient cependant de ne pas transformer cette tendance statistique en règle absolue. Toutes les voitures électriques ne présentent pas nécessairement le même niveau de fiabilité et tous les véhicules essence ou diesel ne connaissent pas davantage de problèmes après 100 000 kilomètres. La marque, le modèle, l’année de fabrication, les conditions d’utilisation, la qualité de l’entretien et le comportement du conducteur peuvent avoir une influence considérable sur l’état d’un véhicule. Une voiture thermique correctement entretenue peut ainsi parcourir plusieurs centaines de milliers de kilomètres, tandis qu’un véhicule électrique mal utilisé ou insuffisamment entretenu peut également présenter des défauts. L’intérêt de l’analyse réside donc avant tout dans l’observation d’une tendance générale à partir d’un volume considérable de données. Avec 47 millions de contrôles techniques examinés, l’échantillon permet de dépasser les simples témoignages individuels ou les impressions liées à quelques véhicules. Les résultats offrent une vision plus large de l’évolution des défauts constatés selon la motorisation et le kilométrage. Cette approche statistique apporte ainsi un nouvel élément au débat sur la fiabilité à long terme des véhicules électriques. Cette évolution intervient alors que le marché automobile connaît une transformation profonde. Les constructeurs investissent massivement dans l’électrification de leurs gammes et proposent désormais des véhicules électriques dans plusieurs catégories, allant des petites citadines aux berlines et aux SUV. Le développement de cette technologie entraîne également l’apparition progressive d’un marché de l’occasion électrique, avec des véhicules affichant des kilométrages de plus en plus élevés. La question de leur fiabilité à long terme devient donc particulièrement importante pour les acheteurs qui souhaitent

acquérir une voiture électrique ayant déjà plusieurs années d’utilisation. Pour ces automobilistes, le kilométrage ne devrait toutefois pas être le seul indicateur. L’historique d’entretien, l’état général du véhicule, les éventuels accidents, l’état des pneumatiques et des éléments de suspension ainsi que les caractéristiques de la batterie constituent des informations essentielles avant tout achat. Une voiture affichant 120 000 kilomètres mais ayant bénéficié d’un entretien régulier peut présenter un intérêt différent d’un modèle moins kilométré dont l’historique est incertain. L’étude des contrôles techniques met ainsi en évidence une réalité qui pourrait progressivement changer les habitudes des consommateurs. Pendant des décennies, le moteur diesel a été associé à une grande capacité à accumuler les kilomètres, tandis que les moteurs essence ont progressivement gagné en fiabilité grâce aux évolutions technologiques. L’arrivée des véhicules électriques introduit désormais un autre modèle mécanique, avec moins de composants soumis à certaines formes d’usure. Les données disponibles commencent à permettre de mesurer concrètement les conséquences de cette différence de conception. Les 47 millions de contrôles techniques étudiés apportent finalement un argument supplémentaire dans la compréhension de la durée de vie des différentes motorisations. Au-delà de 100 000 kilomètres, les véhicules électriques apparaissent globalement moins exposés à certains défauts que les voitures essence et diesel. Cette tendance s’explique notamment par leur architecture mécanique simplifiée et par l’absence de nombreux composants propres aux moteurs thermiques. Elle ne constitue toutefois pas une garantie individuelle pour chaque véhicule et ne dispense pas d’un entretien régulier. À mesure que les voitures électriques vieillissent et que leur présence sur les routes augmente, les prochaines années permettront d’observer encore plus précisément leur comportement à très fort kilométrage. Les véhicules dépassant 150 000, 200 000 ou même 300 000 kilomètres fourniront de nouvelles données sur la durée de vie réelle des batteries, des moteurs électriques et des autres composants. Pour les automobilistes comme pour les professionnels du secteur, ces informations seront essentielles afin de déterminer la véritable valeur à long terme de cette nouvelle génération de véhicules. Une chose apparaît déjà clairement à la lumière de cette gigantesque base de données : le passage des 100 000 kilomètres ne semble pas constituer, pour la voiture électrique, la même frontière de vieillissement mécanique que pour les véhicules thermiques.

Ligue 1 Mobilis : Masse salariale, des chiffres qui donnent le vertige

Les chiffres avancés par nos confrères de l'émission Belmakchouf, diffusée sur El Heddaf TV, donnent une nouvelle illustration de l'explosion des masses salariales dans le football professionnel algérien (Ligue 1 Mobilis). Selon les données communiquées dans l'émission, le CR Belouizdad consacrerait cette saison pas moins de 220 milliards de centimes aux salaires, devant l'USM Alger avec 190 milliards. La formation de Soustara passe ainsi devant la JS Kabylie, annoncée à 150 milliards de centimes. Derrière ce trio, le MC Alger afficherait une masse salariale de 130 milliards de centimes, tandis que le MC Oran et le CS



Constantine atteindraient chacun 110 milliards. À eux six, ces clubs représenteraient donc une masse salariale globale de 910 milliards de centimes, soit 9,1 milliards de dinars. Et encore, il ne s'agit ici que des salaires. Les différentes dépenses de fonctionnement, les primes, les déplacements, le recrutement et autres charges ne sont pas inclus

dans ce calcul. Ces montants, s'ils se confirment, illustrent surtout l'ampleur prise par l'inflation salariale au sein de la Ligue 1 Mobilis. Ils interpellent également lorsqu'on les met en perspective avec la réforme mise en place par la Fédération algérienne de football, qui avait annoncé un plafond de 50 milliards de centimes par an

pour la masse salariale des clubs, la saison dernière. Or, plusieurs formations ont très largement franchi cette limite. Dès lors, la question de l'efficacité réelle de ce plafonnement se pose avec insistance. Le dispositif prévoyait en effet une possibilité de dépassement, à condition pour les clubs concernés de pouvoir justifier financièrement les sommes supplémentaires engagées. Une brèche qui transforme finalement le plafond annoncé en une limite beaucoup moins contraignante dans la pratique. La situation est pour le moins paradoxale. Alors que la FAF entendait encadrer les dépenses salariales afin de contribuer à une meilleure maîtrise financière

des clubs professionnels, les montants aujourd'hui évoqués peuvent atteindre quatre fois, voire davantage, le seuil initialement fixé. Et encore, le tableau n'englobe pas tous les pensionnaires de l'élite. Car si on auditionne les masses salariales de tous les clubs, on dépassera allègrement le mille milliards de centimes par an. Un chiffre astronomique qui interpelle aujourd'hui, tant la majorité de cet argent provient des finances publiques. De quoi relancer, une nouvelle fois, le débat sur la portée réelle des réformes financières annoncées par la FAF et sur la capacité du football professionnel algérien à maîtriser l'envolée de ses charges salariales.

La valeur marchande d'Adil Bourabaa explose de 600 %



Il le mérite tellement. Le jeune milieu de terrain algérien Adil Bourabaa voit sa valeur marchande littéralement exploser après un excellent début de saison avec Le Mans. Une nouvelle consécration pour l'ancien capitaine des Verts U23, dont l'ascension fulgurante ne passe désormais plus inaperçue. Il est des ascensions fulgurantes qui viennent récompenser un travail acharné et une trajectoire qui force le respect. Celle d'Adil Bourabaa en fait clairement partie. Alors qu'il évoluait encore en National il y a deux ans, le milieu de terrain du Mans s'est depuis imposé comme l'un des visages importants de son équipe. **au mans, adil bourabaa passe en mode turbo !** Après un début de saison tonitruant, marqué par 3 buts et 2 passes décisives

en 5 matchs, les performances du jeune Algérien commencent logiquement à se répercuter sur le marché des transferts. Selon le site spécialisé Transfermarkt, sa valeur marchande est ainsi passée de 500 000 euros à 3,5 millions d'euros. Une progression spectaculaire de 600% qui confirme la montée en puissance du milieu de terrain de 21 ans. Toujours selon Transfermarkt, Bourabaa est désormais le joueur le mieux valorisé de l'ensemble de l'effectif Manceau. Une nouvelle reconnaissance pour celui qui vient de franchir un cap supplémentaire dans sa jeune carrière. Appelé en renfort par l'équipe d'Algérie pour pallier le forfait de Nabil Bentaleb, l'ancien capitaine des Verts U23 voit ainsi son excellent début de saison récompensé au plus haut niveau.

Premier League : Outre sa nomination, les chances de Belloumi de remporter le titre de joueur du mois

Après un mois de joutes, la Premier League s'apprête à récompenser ses meilleurs éléments. Et dans la short-list des joueurs qui se sont particulièrement illustrés figure l'une des figures de proue de la jeune génération des Algériens évoluant en Europe : Bachir Belloumi. Le fils de la légende a été nommé pour le prix du meilleur joueur du mois du championnat, mais quelles sont réellement ses chances de décrocher cette première consécration ? Il faut être au rendez-vous pour prétendre à une telle distinction. Après un début de saison remarquable avec le nouveau promu en Premier League, Hull City, Bachir Belloumi a ainsi été retenu parmi les candidats au titre de joueur du mois. En compagnie de sept autres joueurs, le Fennec devra désormais se soumettre aux votes du public, auxquels s'ajoutera l'avis d'un panel d'experts. Le verdict sera rendu la semaine prochaine.

**premier league :
Quelles sont les chances de belloumi de remporter le titre de joueur du mois ?**

En se penchant sur cette short-list du mois de septembre, Belloumi est plutôt bien loti. Outre son ratio G/A, qui figure parmi les meilleurs de la liste des nominés, le fils du légendaire numéro 10 possède deux sérieux atouts dans cette course. Le premier tient à la tendance de ce prix à mettre en lumière les belles découvertes du championnat. Si Alexandre Isak est désormais bien connu du public, lui qui avait notamment fait parler de lui avec son montant de transfert en provenance de Newcastle l'an dernier, la Premier League reste un championnat qui sait aussi mettre en avant les nouveaux visages qui se révèlent au plus haut niveau. Une donnée qui pourrait jouer en faveur de notre Belloumi. Par ailleurs, la présence d'Isak dans cette



liste, lui qui figure parmi les dauphins d'Erling Haaland au classement des buteurs de la Premier League en ce début de saison, alors que le Norvégien n'est pas nommé, apporte un autre élément de lecture. Cette sélection montre que le prix ne récompense pas forcément les meilleurs buteurs du championnat. Dans cette course, Belloumi peut justement faire valoir la diversité de son registre. Dribbleur, tantôt passeur, tantôt buteur, le Fennec ne se contente pas d'un seul registre pour peser sur les rencontres. Une polyvalence qui pourrait lui permettre de marquer des points précieux dans le vote. La concurrence reste néanmoins importante. Pascal Groß, le latéral de Brighton et coéquipier de Jaouen Hadjam, a lui aussi des arguments à faire valoir avec deux buts et trois passes décisives depuis son poste défensif. À l'arrivée, le jeune Algérien semble avoir suffisamment d'arguments pour espérer figurer au moins sur le podium de cette distinction. Une première consécration individuelle en Premier League qui viendrait couronner un début de saison particulièrement remarqué.

UEFA Nations League : Le nouveau naufrage de Cristiano Ronaldo

Vendredi soir, la Seleção das Quinas a assuré l'essentiel face au Pays de Galles (1-0). Mais son numéro 7 a encore une fois fait polémique. Pour ceux qui espéraient du changement, Jorge Jesus les a très rapidement fixés. Pour son match de Ligue des Nations face au Pays de Galles, le nouveau sélectionneur du Portugal a reconduit l'équipe que l'on a pris l'habitude de voir lors de la Coupe du Monde 2026 aux États-Unis. Vous l'aurez compris, Jesus a offert à Cristiano Ronaldo une titularisation pour sa 234e cape. Le numéro 7 lusitanien était logiquement attendu au tournant, après avoir justifié en conférence de presse pourquoi il n'avait pas lâché la sélection nationale malgré ses 41 ans. Une explication durant laquelle le joueur d'Al-Nassr n'avait pas hésité à tacler la



plus grand que n'importe quoi. Ce n'est pas pour autre chose. C'est un honneur et une passion de venir en sélection. Le coach sait qu'il peut compter sur moi. » Coach de CR7 lors de son passage à Al-Nassr, Jesus a donc maintenu sa confiance à Ronaldo. Un choix qu'il avait justifié. « L'idée, c'est d'avoir toujours des joueurs impliqués dans le jeu offensif, d'avoir des joueurs plus proches de Ronaldo. Qui ? João Félix et Bruno Fernandes. Bruno d'un côté et João Félix de l'autre, pour que nous puissions tirer parti des qualités de Ronaldo. Ronaldo, en ce moment, est redoutable dans les zones de finition, il est redoutable près du but ». Le Portugal l'a emporté 1-0, mais malheureusement pour l'icône portugaise, il n'a pas vraiment été si redoutable que ça face au but et sa soirée risque de donner du grain à moudre à ses détracteurs.

Un gros raté et un retour de bâton
Auteur d'un raté incroyable au retour des vestiaires, Ronaldo a gâché un grand nombre d'occasions. Et quand il a enfin marqué, son but a été refusé pour hors-jeu. Sorti à 25 minutes du terme, l'ancien Merengue a cédé sa place à Gonçalo Ramos. « C'est le match qui l'a dicté. Il restait 25 minutes, j'avais besoin d'un joueur frais pour mettre la pression. Il n'avait peut-être pas, techniquement, la qualité de Cristiano, mais je savais que Gonçalo (Ramos) allait nous apporter de la vitesse en attaque. C'est ce qu'il a fait. Je suis satisfait de l'équipe », a expliqué Jesus. De son côté, une partie de la presse portugaise n'a pas manqué de réagir en faisant référence aux accusations de CR7. « Sans vouloir tuer personne, d'autant plus que la mémoire est

longue, on ne peut s'empêcher de constater que le capitaine manquait d'inspiration. Il s'est créé au moins deux occasions de but, mais n'a pas réussi à les concrétiser : à la 40e minute, il a tiré droit sur Ward ; à la 49e, il a gâché un bon centre de Rúben Neves », peut-on lire dans les colonnes d'O Jogo. « Incorrigible, Cristiano Ronaldo a été remplacé à la 67e minute », titre A Bola. Pour le reste, les médias lusitaniens ont été plutôt tolérants avec le joueur de 41 ans. Enfin, les médias internationaux n'ont pas manqué de souligner « le maladroït Cristiano Ronaldo » (L'Équipe) et que « ce Jesus n'avait pas fait de miracles ». Deuxième du classement du groupe 4 de la Ligue A, derrière la Norvège, le Portugal a assuré l'essentiel, mais Cristiano Ronaldo a perdu une belle occasion de faire taire les critiques.

Liga : L'attitude de Kylian Mbappé irrite fortement le Real Madrid

Le Real Madrid a plusieurs dossiers chauds à gérer durant cette trêve. Le club espagnol doit notamment composer avec le cas Kylian Mbappé, qui fait de plus en plus grincer des dents. Ce vendredi, Kylian Mbappé (27 ans) n'a pas (encore) parlé. Il pourrait le faire ce soir après la rencontre de l'équipe de France en Turquie. En attendant, il a stoppé sa tournée médiatique entamée depuis quelques jours. En effet, le Français multiplie les interviews en France comme à l'étranger, histoire de toucher le plus de monde possible lors de sa campagne pour l'obtention du Ballon d'Or 2026. L'Equipe, AS, RFI, CNN et bien d'autres, l'ancien joueur de Bondy a occupé le terrain médiatique. Ce qui lui vaut d'ailleurs certaines moqueries sur les réseaux

sociaux, où certains le trollent à ce sujet. **mbappé occupe le terrain médiatique**
Mais le capitaine des Bleus poursuit sa stratégie de communication offensive. Il n'hésite pas à faire passer quelques messages, quitte à se faire quelques ennemis au passage. Malgré son absence de titre collectif majeur, le joueur du Real Madrid estime qu'il a toutes ses chances de remporter le Ballon d'Or à Londres dans environ un mois. Meilleur buteur de la Liga, de la Ligue des Champions et de la Coupe du Monde, il a effectivement empilé les buts. Mais il n'a pas toujours évolué à son meilleur niveau. Certains lui reprochent aussi de ne pas avoir été suffisamment décisif dans les matches clés. Mais il a malgré tout des soutiens.

Thierry Henry, Roberto Carlos et d'autres estiment qu'il est un prétendant crédible. De son côté, le Real Madrid ne s'est pas prononcé publiquement pour son joueur. Il faut rappeler que depuis 2024 et l'échec de Vinicius Jr face à Rodri, la Casa Blanca boycotte la cérémonie. Ces derniers mois, France Football a opéré un rapprochement auprès de Florentino Pérez et ses équipes. Cela semble fonctionner puisque le Real Madrid a partagé sur ses réseaux sociaux des photos et des messages concernant les Madrilènes nommés dans les diverses catégories. Un premier pas en avant. **le real madrid trouve cette campagne ridicule**
Dans la foulée, certains médias ibériques ont précisé que le club merengue envisage de participer au gala. Quoi qu'il en soit, le Real



Madrid reste plutôt en retrait pour le moment concernant le BO. Contrairement au Bayern Munich, au Barça ou au PSG qui s'expriment publiquement sur Harry Kane, Lamine Yamal, Ousmane Dembélé et Kvara, les Madrilènes restent silencieux. D'après Sport, la direction du club est très sceptique concernant les chances de Kylian Mbappé de remporter le graal. Après avoir envisagé un temps de voyager à Londres, le Real Madrid a abandonné cette idée. Il faut dire qu'au sein de la Casa Blanca, on peste contre

l'attitude de KM10, notamment concernant sa campagne pour le Ballon d'Or jugée ridicule. Dans les bureaux du club, un membre du Real Madrid a confié à Sport à son sujet : « comment il mendie des voix pour le Ballon d'Or ». Des mots prononcés et relayés mot pour mot par le quotidien pro-Barça il faut le rappeler. Son comportement dérange dans les hautes sphères, où on n'a pas non plus apprécié la polémique liée au t-shirt en soutien à Ceuta. Lancé dans sa campagne, Mbappé ne peut visiblement compter que sur lui-même.

Belgique, Charles De Ketelare : « C'était moins clair tactiquement » avec Rudi Garcia



L'aventure belge de Rudi Garcia n'a pas duré très longtemps. Nommé à la tête des Diables Rouges dans le but de réaliser une belle Coupe du Monde, le technicien français a rendu son tablier après avoir atteint les quarts de finale (battu par l'Espagne). Présent avec la sélection nationale aux États-Unis (5 matches, 3 buts), Charles De Ketelare (25 ans) a vu son ancien sélectionneur expliquer qu'il n'avait pas pu l'utiliser à sa guise en raison d'un genou souvent gonflé. Interrogé par la Dernière Heure, l'attaquant de l'Atalanta a clarifié les choses. « C'est vrai que mon genou avait grossi, mais

je me sentais mieux pendant l'échauffement. J'étais prêt à jouer. Mon genou allait mieux grâce au traitement du médecin que sans. La remarque (de Garcia) était bizarre, mais ça ne doit pas résumer le tournoi. Je suis redevable à Rudi pour la confiance. Enfin Rudi Garcia (sourire). C'est le premier sélectionneur qui m'a donné un rôle important. Il a fait du bon travail, mais il est plus un people manager. C'est sa grande force et il a tiré le maximum du groupe. C'était moins clair tactiquement par rapport au nouveau coach. Mais la clarté tactique ne signifie obligatoirement plus de victoires. Juste que tu maximises tes chances », a-t-il confié.



Xgimi lance sa nouvelle gamme Mira avec quelques options spécifiques pour les gamers



Xgimi étoffe son catalogue de vidéoprojecteurs à ultra-courte focale avec deux nouveaux modèles : le Mira et le Mira Pro. Les deux modèles sont annoncés pour l'été 2026, avec une offre intéressante pour les précommandes.

Un look plus compact que les Aura
L'un des arguments mis en avant par Xgimi pour cette série est son encombrement limité par rapport à un Aura 2. La différence est toutefois limitée. Avec des dimensions de 46,4 × 26,8 cm, les deux appareils restent parmi les plus compacts de leur catégorie dans la gamme du constructeur. Ils affichent un rapport de projection de

0,175:1 leur permet d'afficher une image de 100 pouces avec seulement 19,3 cm de recul par rapport à l'écran ou au mur. Une image de 120 pouces reste accessible, selon la taille de l'écran ou du mur de l'utilisateur.

Un look plus compact que les aura
L'un des arguments mis en avant par Xgimi pour cette série est son encombrement limité par rapport à un Aura 2. La différence est toutefois limitée. Avec des dimensions de 46,4 × 26,8 cm, les deux appareils restent parmi les plus compacts de leur catégorie dans la gamme du constructeur. Ils affichent un rapport de projection de 0,175:1 leur permet d'afficher une

image de 100 pouces avec seulement 19,3 cm de recul par rapport à l'écran ou au mur. Une image de 120 pouces reste accessible, selon la taille de l'écran ou du mur de l'utilisateur.

Les deux modèles intègrent également un système audio signé Harman Kardon, d'une puissance de 36 W. Exit la barre de son pour le commun des mortels avec un tel système, cette dernière sera davantage réservée aux utilisateurs les plus exigeants.

Xgimi n'oublie pas les gamers
La série Mira est également adaptée aux joueurs, avec quelques options dédiées. Les modèles proposent une latence de 1 ms, le support du VRR (Variable Refresh

Rate) et de l'ALLM (Auto Low Latency Mode), ainsi que des modes d'image dédiés.

Ces caractéristiques visent à assurer une fluidité satisfaisante sur grand écran, un point qui peut rapidement devenir problématique avec des projecteurs moins bien équipés. Le fabricant n'a en revanche pas communiqué sur la fréquence d'affichage des modèles.

Configuration automatisée et google tv inclus

Pour faciliter l'installation, Xgimi intègre sa technologie ISA 5.0 (Intelligent Screen Adaptation). Derrière ce joli nom, il s'agit en réalité de la mise au point automa-

tique, la correction trapézoïdale, l'adaptation à la couleur et à la planéité du mur, l'alignement de l'écran, ainsi qu'une fonction de protection des yeux. Ainsi, si vous passez la tête derrière l'appareil pour brancher une prise, la luminosité s'estompe automatiquement.

Les deux modèles fonctionnent sous Google TV. Ainsi, ils intègrent nativement des plateformes de streaming comme Netflix, Prime Video, Disney+, mais également YouTube, et de nombreuses autres applications compatibles avec Google TV.

Quels sont les navigateurs encore compatibles avec Manifest V2 ?

Nous rapportions récemment que Chrome 150 avait fait disparaître le dernier flag permettant de réactiver artificiellement les extensions Manifest V2 comme uBlock Origin. Ce verrou concernait Chrome en premier lieu, mais sa disparition oblige aussi les autres navigateurs basés sur Chromium à clarifier leur position face à Manifest V3.

Sécurité contre puissance de filtrage : retour sur les sacrifices de Manifest V3

Google justifie ce changement par la sécurité. L'ancienne API webRequest donnait à une extension un accès direct à chaque requête réseau, y compris son contenu, avant même qu'elle n'atteigne le site visé. Une extension malveillante pouvait ainsi intercepter des identifiants de connexion ou des jetons de session sans que l'utilisateur s'en aperçoive. Avec déclai-

nativeNetRequest, l'extension ne voit plus passer les requêtes une par une. Elle soumet à l'avance une liste de règles au navigateur, du type «si tel domaine, alors bloquer», et c'est le navigateur lui-même qui les applique, sans jamais transmettre le détail du trafic au code de l'extension. Ce changement d'architecture réduit la surface d'attaque, un argument que même les développeurs critiques de Manifest V3 reconnaissent en partie fondé.

Chrome garantit à chaque extension un minimum de 30 000 règles statiques, un quota qui peut se réduire si d'autres extensions installées consomment aussi leur part du total partagé par le navigateur. Côté règles ajoutées dynamiquement par l'extension elle-même, la limite est de 30 000 au total, dont 5 000 au maximum réservées aux règles jugées plus sensibles,



comme les redirections. Une installation type d'uBlock Origin sous Manifest V2 s'appuyait pourtant sur plus de 300 000 règles de filtrage, mises à jour en continu selon les domaines publicitaires détectés. Alors forcément, le filtrage visant à masquer un encart publicitaire directement dans la

page après analyse de son contenu, perd en précision. Les serveurs publicitaires qui changent régulièrement de nom de domaine deviennent aussi plus difficiles à suivre, faute de mise à jour dynamique des règles.

Raymond Hill, le développeur d'uBlock Origin, l'a affirmé début

juin : «Il n'existe pas de version Manifest V3 d'uBO.» La version Lite qu'il maintient malgré tout ne couvre qu'une partie des listes de filtres et ne permet pas le filtrage cosmétique, la technique qui masque les éléments publicitaires par sélecteur CSS après le chargement de la page. AdGuard a contourné une partie du problème avec un algorithme qui répartit ses filtres entre règles statiques, les plus génériques et stables, et règles dynamiques, les plus spécifiques, afin de rester sous le plafond fixé par Google.

Quoi qu'il soit, Google est aussi la première régie publicitaire au monde, et un blocage moins efficace profite forcément à son modèle économique. L'entreprise s'en défend en avançant des gains réels de sécurité et de performance. Mais l'un n'empêche pas l'autre.



Thélyson Orélien sorti de la sélection du Goncourt après les accusations de recours à l'IA

Accusé d'utilisation de l'IA et de plagiat, l'écrivain canado-haïtien Thélyson Orélien a été exclu vendredi de la course au prix Goncourt pour son roman «C'était ça ou mourir», après avoir déjà vu sa promotion suspendue au Canada.

Cette décision «est dictée par la volonté de préserver l'intégrité du prix Goncourt et celle de l'Académie, dont le rôle central consiste à promouvoir et couronner la littérature écrite par des femmes et des hommes», explique dans un communiqué transmis à l'AFP l'Académie, qui avait placé le roman publié chez Grasset dans sa première sélection pour le prestigieux prix décerné le 4 novembre.

Pour l'Académie, le livre, l'un des best-sellers de la rentrée, «est selon toute vraisemblance très largement le produit d'une intelligence artificielle».

Aux accusations d'avoir eu recours à une IA, lancées lundi sur un compte X alors confidentiel «Balance ton Claude» et qui n'en finissent plus d'agiter le milieu de l'édition française, se sont ajoutées mercredi des allégations de plagiat au Canada pour des textes publiés il y a plus de dix ans.



Les éditions du Boréal, basées à Montréal, ont annoncé suspendre «les activités promotionnelles» autour du livre du romancier de 38 ans, présent en France depuis plusieurs semaines pour sa promotion.

Le livre, publié au printemps, a été vendu à de nombreux éditeurs étrangers, dont Grasset en France.

Cette suspension a été

décidée pour «assurer le bien-être de Thélyson Orélien». «Malheureusement, il nous est impossible à ce stade-ci d'informer ou de confirmer les allégations auxquelles l'auteur fait face», a expliqué Boréal, appelant cependant à ne pas «tirer de conclusions hâtives».

«me faire taire»

Toujours au Canada, le Salon du livre de l'Estrie, au Québec, a

également annoncé jeudi exclure de sa programmation l'auteur, indiquant «qu'il retire à M. Thélyson Orélien le titre d'invité d'honneur et l'invitation à participer aux deux activités qui figuraient à la programmation».

En France, l'écrivain poursuivait jeudi sa tournée de promotion, présentant son livre devant plusieurs centaines de personnes, qui l'ont applaudi, au festival du livre de Manosque (Alpes-de-Haute-Provence).

Visiblement fatigué, le romancier a indiqué à l'AFP qu'il était «prêt à (s')exprimer quand tout sera calme». «Parce que maintenant, il y a quand même cette volonté, non seulement d'attaquer le livre, mais surtout ma voix (...), de me faire taire», a-t-il ajouté.

Après plusieurs jours de mystère, le voile a été partiellement levé vendredi sur le compte anonyme «Balance ton Claude», à l'origine des accusations de recours à l'IA.

L'essayiste Samuel Fitoussi, chroniqueur au Figaro, a reconnu vendredi sur X faire partie de ce «projet collectif», dont les autres acteurs n'ont pas révélé leur identité à ce stade.

«Disparition de l'écriture»

Il a expliqué avoir agi en défense de la littérature. «Pourtant plutôt

techno-optimiste, je redoute qu'après plusieurs millénaires de civilisation fondée sur l'écrit, l'IA provoque la disparition de la lecture et de l'écriture», écrit-il dans un long message.

«Ni les idées politiques d'Orélien ni le thème de son livre ne nous importaient», a-t-il assuré, alors que «C'était ça ou mourir» raconte le périple à travers douze pays d'un professeur d'histoire-géographie qui fuit son pays englué dans la violence des gangs.

«ça n'empêche pas que le bouquin est formidable», soufflait jeudi dans le public à Manosque, Serge Nacmias, retraité.

«Je trouve qu'il y a une espèce d'hypocrisie dans le monde de la création littéraire en général, où on fait semblant de ne pas recourir à l'IA. Et ça semble assez évident qu'on y a bien recours, qu'on l'utilise quand même», a aussi réagi l'une des participantes au festival, Emilie Giuliano, bibliothécaire de 44 ans.

Cette affaire est la première liée à l'IA à secouer le monde littéraire français qui, jusqu'à présent, n'a pas établi de règles collectives face au développement très rapide de cet outil.

Le documentaire «NAZA», à l'origine d'une tempête politique en Israël, sera disponible gratuitement en ligne

miki Zohar, le ministre israélien de la culture, a réclamé une procédure de déchéance de nationalité contre ses réalisateurs et une enquête sur les sources anonymes du film.

Le documentaire NAZA, qui donne la parole à des militaires israéliens accusant l'armée de tuer de nombreux civils à Gaza, sera mis à disposition gratuitement en ligne en novembre, a annoncé jeudi 24 septembre l'un de ses réalisateurs. En France, le film sort dans les salles le 30 septembre.

Ovationné à la Mostra de Venice où il a reçu le prix spécial du jury mi-septembre, ce film a déclenché une tempête politique en Israël, où les réalisateurs Yuval Abraham et Rachel Szor ont été accusés de «trahison» par des ministres et menacés d'être déchus de leur nationalité

israélienne.

«susciter un débat public»

Le documentaire sera disponible «gratuitement sur Internet» à partir de novembre pour permettre à la «vérité d'émerger», a déclaré Yuval Abraham dans un message publié sur X, sans donner de date précise. Il sera donc accessible après les législatives qui se tiennent le 27 octobre en Israël.

«J'ai fait ce film pour susciter un débat public sur les actes du gouvernement à Gaza», a ajouté le réalisateur. «Le journalisme n'est pas une trahison. La critique n'est pas une trahison», a insisté Yuval Abraham.

Le documentaire repose sur les témoignages anonymes de 24 soldats et membres des services de renseignement israéliens qui décrivent la façon dont, d'après eux, l'armée tue sciemment de nombreux civils lors de frappes visant des membres du

mouvement islamiste Hamas.

NAZA est l'acronyme militaire israélien désignant les «dommages collatéraux» estimés avant chaque frappe, selon le documentaire. Après la présentation acclamée du film à Venise, le ministre israélien de la Culture Miki Zohar a réclamé une procédure de déchéance de nationalité contre ses auteurs et une enquête sur les sources anonymes du film.

Des accusations réfutées par l'armée

L'armée israélienne a, elle, rejeté «catégoriquement» les accusations contenues dans le film, exprimant des doutes sur la fiabilité des intervenants anonymes. Elle a en outre assuré faire des efforts importants pour préserver les civils lors des frappes à Gaza.

Estimant que le documentaire avait «fissuré l'écran de



l'indifférence» en Israël malgré un «coût personnel élevé», Yuval Abraham a indiqué que Rachel Szor et lui rentreraient au pays pour «continuer à se battre», malgré les menaces de poursuites judiciaires. Il n'a pas dit quand ils rentreraient en Israël, ni où ils se trouvaient actuellement.

Lancée en représailles aux attaques meurtrières perpétrées par le Hamas sur le sol israélien le 7 octobre 2023, la guerre menée par Israël à Gaza a fait plus de 73 000 morts, selon le ministère de la Santé de ce territoire contrôlé par le mouvement islamiste, et dont les chiffres sont jugés fiables par les Nations unies.



Lionel Richie contraint de suspendre sa tournée après une opération du cœur

le chanteur ne fera qu'une courte pause avant de retrouver la scène

Depuis fin juin, Lionel Richie connaît des problèmes de santé qui l'ont déjà contraint à interrompre un concert et en a reporté d'autres. Le 29 août, fatigué après un spectacle, le chanteur avait fait des examens de précaution à l'hôpital, avant de reprendre sa tournée avec le mythique groupe Earth, Wind & Fire. Cependant, sans que son attaché de presse en indique la date, il a dû subir une intervention pour traiter une fibrillation auriculaire. Auprès de plusieurs médias, comme ABC News et Variety, le porte-parole s'est montré rassurant sur l'état de santé de la star de 77 ans.



Il a dit que tout s'est parfaitement déroulé. Palpitations et fatigue

Les trois prochains concerts du père de Nicole, Miles et Sofia Richie sont annulés, mais il devrait satisfaire ses fans et entamer sa résidence le 14 octobre à l'Encore Theater de Las Vegas, où il sera jusqu'en novembre pour ses spectacles King of Hearts. La fibrillation auriculaire (ou fibrillation atriale) est le trouble du rythme cardiaque le plus courant. Il se manifeste par une sensation désagréable de palpitations. Les battements de cœur rapides et irréguliers sont dus à des signaux électriques désorganisés dans les oreillettes, comme l'explique le site d'Ameli. Cette condition peut survenir « sans cause apparente », même si « le vieillissement et une prédisposition familiale en

favorisent la survenue », en plus de certains facteurs comme l'obésité, des problèmes cardiaques préexistants ou maladies respiratoires et des habitudes de vie. L'opération qu'a subie Lionel Ritchie, en dehors de toute urgence, est une ablation destinée à isoler ou détruire les zones du tissu cardiaque responsables des signaux électriques anarchiques. « Je dis toujours aux gens : le succès s'accompagne de sacrifices », avait déclaré Lionel Richie en 2025 dans le podcast Artist Friendly, comme l'avait repéré People. Mais pas celui de sa santé !

Tom Cruise adorerait travailler avec Taylor Swift

L'acteur de « top gun » ne tarit pas d'éloges sur la chanteuse de « shake it off »

Tom Cruise aurait-il un crush sur Taylor Swift ? Un crush professionnel, évidemment, puisque celui qui a accompagné la chanteuse à un match des Chiefs de Kansas City sait que le cœur de la méga star est pris par son mari Travis Kelce. « C'est un couple magnifique, et ils ont tous les deux quelque chose de magique », avait-il d'ailleurs commenté sur le plateau de The Tonight Show Starring Jimmy Fallon. Il n'empêche que, depuis quelque temps, Tom Cruise multiplie les déclarations et louanges sur la pop star, qui s'apprête à sortir son

prochain single, Patient Zero. Et il ne mesure pas son enthousiasme. L'acteur, qui assume son intensité aussi bien que son exigence dans tout ce qu'il entreprend, avait ajouté chez Jimmy Fallon : « Elle est drôle, elle a un sens de l'humour formidable, c'est une brillante compositrice, une brillante musicienne, une réalisatrice très douée. » Un talent « incroyable » Réalisatrice ? Eh oui, cette ligne sur le CV de Taylor Swift n'a pas échappé au professionnel qu'il est. Il a d'ailleurs un message à lui faire passer et il a profité des micros des journalistes lors de l'avant-première de son nouveau film Digger à Londres. Ces derniers lui ont tendu une

belle perche en lui demandant s'il souhaitait travailler avec la chanteuse. « Ce serait génial de travailler avec elle sur n'importe quel projet », a répondu Tom Cruise, comme on peut le voir dans une vidéo de Metro. « Je trouve qu'elle a un talent incroyable dans tout ce qu'elle entreprend. Elle est absolument géniale. C'est une autrice brillante. Brillante. » Le comédien perçoit que la chanteuse d'Opalite a également un « talent » caché : la mise en scène de films. « Son talent, vous savez, on en parlait... Si jamais elle décidait de se lancer dans la réalisation, elle pourrait réaliser des longs métrages. Je sais qu'elle réalise ses propres clips et



qu'elle fait un travail magnifique ? En tout cas, l'acteur d'Eyes Wide Shut voudrait lancer une rumeur qu'il ne s'y prendrait pas mieux... Y aurait-il anguille sous roche ? Un projet cinéma Cruise-Swift

"Free Palestine", tournée européenne de Macklemore

Le rappeur américain Macklemore annonce une série de concerts intitulée « Free Palestine ». L'intégralité des recettes sera versée à six organisations qui soutiennent les Palestiniens. Jusqu'à 1 million de dollars sera prélevé sur les bénéfices de la tournée. Macklemore donnera le top départ de l'événement à Dublin, le 26 octobre, avant Paris et Londres. L'initiative intervient après son éviction de la première partie de la tournée « Loop Tour » pour avoir affiché son soutien à la cause palestinienne. Sur scène,



l'Américain avait appelé à « pouvoir rester apolitique en 2026, face à un génocide. Macklemore affirme ne pas

Citation...





Comment améliorer la circulation lymphatique ?

Jambes, chevilles, bras ou doigts qui gonflent... Lorsque la circulation lymphatique fonctionne mal, la lymphe peut s'accumuler dans les tissus et provoquer des œdèmes parfois très invalidants. Pourtant, ce réseau essentiel à notre organisme reste très mal connu du grand public. À quoi sert-il ? Pourquoi peut-il se dérégler et surtout, peut-on améliorer sa circulation ? Réponses du Dr Alain Cuffit, angiologue-phlébologue.

Si l'on sait tous à quoi correspond la circulation veineuse, qui permet de ramener le sang des organes vers le cœur, la circulation lymphatique reste assez méconnue. Pourtant, ces deux systèmes fonctionnent de concert pour maintenir l'équilibre des liquides dans l'organisme. Lorsque le retour veineux est insuffisant, le système lymphatique peut notamment être davantage sollicité.

Que contient exactement ce réseau ? Comment la lymphe circule-t-elle et pourquoi peut-elle parfois stagner ? Et surtout, existe-t-il des moyens simples pour favoriser son bon fonctionnement au quotidien ?

Qu'est-ce que la lymphe et le système lymphatique ?

Pour mieux comprendre à quoi correspond la circulation lymphatique, il convient déjà de rappeler comment circulent les liquides dans notre corps. Nous sommes tous constitués d'environ 60 % d'eau, répartie entre les cellules et les différents liquides qui les entourent. Parmi eux, le sang et la lymphe jouent un rôle essentiel dans le transport et le drainage des substances indispensables au fonctionnement de l'organisme. Pour assurer ces échanges, trois grands réseaux interviennent : les systèmes artériel, veineux et lymphatique. « Les réseaux veineux et lymphatique travaillent de concert pour assurer le drainage des tissus et l'élimination des déchets, tandis que le réseau artériel apporte aux tissus ce dont ils ont besoin », explique le Dr Cuffit.

La lymphe est un liquide transparent qui circule dans les vaisseaux lymphatiques qui parcourent l'ensemble de l'organisme, en parallèle du réseau sanguin. Elle se forme à partir d'une partie du sang, qui quitte les vaisseaux sanguins pour approvisionner les cellules en oxygène et en nutriments. Une fois son travail effectué, une partie de ce liquide rejoint les



petits vaisseaux lymphatiques : il devient alors de la lymphe.

La circulation lymphatique joue ainsi un rôle essentiel de drainage. Elle récupère notamment l'excédent de liquide présent dans les tissus, mais aussi certaines protéines et des déchets cellulaires, puis les achemine progressivement vers de plus gros vaisseaux lymphatiques. Ceux-ci finissent par rejoindre la circulation sanguine, au niveau de grosses veines situées près du cou. La lymphe retourne ainsi dans le sang, ce qui permet de maintenir un équilibre constant des liquides dans les tissus et d'éviter qu'ils ne s'y accumulent.

Mais son rôle ne s'arrête pas là, puisque la lymphe transporte également des cellules immunitaires - principalement des globules blancs - et traverse les ganglions lymphatiques. Ces derniers sont des acteurs clés du système immunitaire, où sont notamment détectés et pris en charge les éléments étrangers et notamment les agents pathogènes, dangereux pour l'organisme.

Quelle différence entre la circulation veineuse et la circulation lymphatique ?

Bien qu'ils soient étroitement liés, les systèmes veineux et lymphatique n'ont pas exactement le même rôle. Le premier assure le retour du sang vers le cœur, tandis que le second récupère une partie du liquide présent dans les tissus pour le ramener progressivement vers la circulation sanguine. Autre différence importante : le sang est propulsé par le cœur, alors que la lymphe ne dispose pas d'une pompe centrale. Elle progresse notamment grâce aux mouvements des muscles, à la respiration et aux contractions des vaisseaux lymphatiques.

Les deux réseaux se distinguent également par leur possibilité d'exploration. « Le système veineux est relativement facile à explorer, notamment grâce à

l'échographie-Doppler, alors que le système lymphatique dispose de très peu d'examen d'exploration », souligne l'expert. Le réseau lymphatique étant beaucoup plus fin et difficile à visualiser, son fonctionnement est donc souvent évalué avant tout grâce à l'examen clinique et aux symptômes.

Une difficulté qui peut notamment rendre délicate la distinction entre un œdème d'origine veineuse et un œdème lié à un dysfonctionnement lymphatique. La rétention d'eau ponctuelle - après une station debout prolongée, une exposition à la chaleur, ou en période prémenstruelle par exemple - est un phénomène physiologique et bénin : la lymphe, qui ne dispose pas d'une pompe comme le cœur pour circuler, s'appuie sur les contractions musculaires et les mouvements du corps. Elle peut donc s'accumuler temporairement, avant de se résorber spontanément en quelques heures ou quelques jours. La rétention d'eau bénigne se manifeste typiquement par des jambes, chevilles ou mains gonflées (souvent plus marquées en fin de journée), une sensation de jambes lourdes, parfois un visage bouffi au réveil, et peut être associée à de la cellulite dite « aqueuse », liée à cette accumulation de liquide dans les tissus. Elle est très fréquente en particulier chez les femmes.

Le lymphœdème est une pathologie chronique

Le lymphœdème est une pathologie chronique liée à un dysfonctionnement durable du système lymphatique. Ce lymphœdème ne se résorbe pas seul et nécessite une prise en charge spécifique. Au début, le gonflement peut être discret et fluctuer au cours de la journée. Lorsqu'il s'installe et devient plus important, les tissus peuvent progressivement s'épaissir et la

peau devenir plus dure.

Ce lymphœdème peut être dû à une anomalie du système lymphatique présente dès la naissance, on parle alors de lymphœdème primaire. Il peut également être secondaire, à savoir consécutif à une chirurgie, un traitement contre le cancer, une infection ou un traumatisme. « Le lymphœdème est souvent associé à une atteinte veineuse, les deux systèmes participant ensemble au drainage des liquides des tissus » complète notre expert.

Contrairement à certains problèmes exclusivement veineux qui peuvent être ponctuels, les troubles lymphatiques sont souvent chroniques et plus compliqués à prendre en charge. Lorsqu'un véritable lymphœdème s'installe, il faut généralement apprendre à le contrôler sur le long terme : « C'est une maladie à vie », souligne l'expert. L'objectif est alors de limiter le gonflement et d'éviter les complications.

« L'un des principaux risques d'un lymphœdème important est l'érysipèle, une infection bactérienne aiguë de la peau et des tissus sous-cutanés, qui touche fréquemment les jambes », poursuit le Dr Cuffit. Le système lymphatique jouant un rôle important dans les défenses immunitaires, son dysfonctionnement peut rendre les tissus plus vulnérables aux infections. L'érysipèle se manifeste notamment par une rougeur, une chaleur, un gonflement et une douleur de la zone concernée, souvent accompagnés de fièvre.

En cas de lymphœdème, une bonne surveillance de la peau est essentielle en complément du traitement, afin d'éviter les petites plaies, portes d'entrée aux bactéries.

Massage ou drainage lymphatique, bas de contention, traitement : comment faire pour stimuler la circulation lymphatique ?

La prise en charge des troubles lymphatiques repose en grande partie sur le drainage lymphatique manuel, une technique qui vise à stimuler doucement les ganglions lymphatiques pour favoriser la circulation de la lymphe et à réduire les œdèmes.

Dr Cuffit

Cette technique est une méthode thérapeutique utilisée en kinésithérapie. Le praticien effectue des mouvements précis, notamment en direction des zones où la lymphe peut être évacuée, afin de favoriser le drainage des

tissus.

Peut-on pour autant pratiquer soi-même un massage lymphatique ? Pour une personne en bonne santé, des mouvements doux peuvent être réalisés dans un objectif de confort et de détente. En revanche, en présence d'un lymphœdème ou d'un œdème inexpliqué, mieux vaut demander conseil à un professionnel de santé avant de commencer, afin d'en déterminer la cause et d'apprendre les gestes adaptés. En cas d'infection, notamment d'érysipèle, le massage est par exemple contre-indiqué.

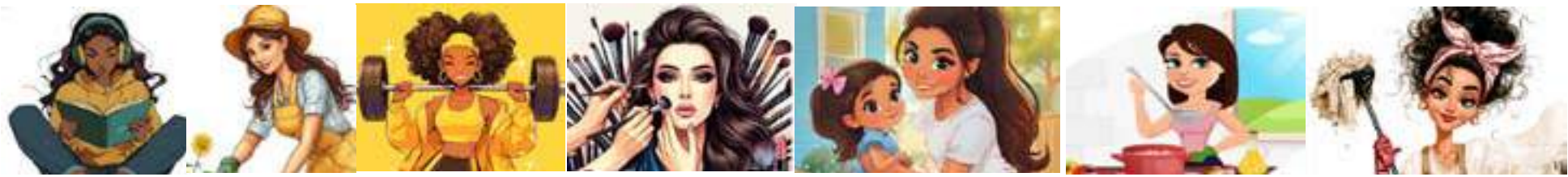
Au-delà du drainage manuel, la prise en charge des troubles lymphatiques s'appuie sur plusieurs outils complémentaires, souvent combinés selon la sévérité de l'atteinte.

« La compression est un pilier du traitement, en particulier en cas de lymphœdème avéré » souligne notre expert. Elle passe d'abord par des bandages multicouches, posés par un professionnel (ou appris au patient pour un usage régulier), qui permettent de réduire significativement le volume du membre atteint lors d'une phase dite « intensive ». Une fois ce volume stabilisé, le relais est pris par des bas ou manchons de contention élastiques, portés au quotidien pour maintenir les résultats dans la durée — c'est la phase « d'entretien ».

La pressothérapie, qui consiste à comprimer le membre par intermittence à l'aide d'une manche gonflable reliée à une pompe, est parfois proposée en complément.

Certains établissements spécialisés, proposent des cures associant plusieurs de ces approches — drainages sous affusion d'eau thermale, bains, pressothérapie, ateliers de bandages — dans le cadre d'un séjour encadré médicalement. Ces cures thermales à orientation « phlébologie » sont reconnues par l'Assurance maladie et peuvent être prises en charge, sous prescription médicale, jusqu'à 100 % dans le cadre d'une affection de longue durée pour les lymphœdèmes les plus sévères.

Enfin, du côté médicamenteux, les phlébotoniques (ou veinotoniques) sont parfois prescrits ou conseillés. S'ils agissent principalement sur le tonus des parois veineuses, ils ont néanmoins une action indirecte sur la composante lymphatique.



La plupart des gens pensent aider leurs plantes avec ce réflexe : C'est pourtant tout l'inverse

Quand une plante semble souffrir de la chaleur, le réflexe est presque automatique. On attrape l'arrosoir, on augmente la fréquence des arrosages et l'on cherche à lui apporter un peu de fraîcheur. Ce geste paraît plein de bon sens. Après tout, lorsqu'il fait très chaud, l'eau est souvent la première solution qui vient à l'esprit. Pourtant, certaines habitudes adoptées en période estivale peuvent avoir l'effet inverse de celui recherché. La plupart des jardiniers amateurs surveillent attentivement la quantité d'eau apportée à leurs plantes, mais oublient un détail tout aussi important. Or, ce n'est pas seulement le volume d'eau qui compte. Une caractéristique beaucoup plus discrète peut avoir des conséquences sur la santé des racines, surtout lorsque

les températures sont élevées. Et c'est une erreur fréquente, car elle passe souvent totalement inaperçue. Le réflexe en question consiste à arroser les plantes avec de l'eau froide, directement sortie du robinet, notamment lors des journées les plus chaudes. Beaucoup de personnes pensent ainsi rafraîchir leurs végétaux, un peu comme on boirait un verre d'eau fraîche pour supporter la chaleur. Pourtant, les plantes ne réagissent pas de la même manière. Lorsque le sol est chaud et que les racines sont déjà soumises à un stress thermique important, l'arrivée d'une eau beaucoup plus froide peut provoquer un véritable choc. Les racines doivent alors s'adapter brutalement à cette différence de température, ce qui perturbe leur fonctionnement et leur



capacité à absorber correctement l'eau et les nutriments. Répété régulièrement, ce geste peut affaiblir la plante et ralentir sa croissance. Pour éviter ce problème, il est préférable d'utiliser une eau à température ambiante. Le plus simple consiste à remplir un arrosoir ou un seau et à le laisser reposer à

l'extérieur pendant environ deux heures avant l'arrosage. L'eau a ainsi le temps de se tempérer naturellement et d'être mieux acceptée par les racines. Pour obtenir les meilleurs résultats, il est également conseillé d'arroser tôt le matin ou en fin de journée. À ces moments-là, l'eau s'infiltre

plus facilement dans le sol et s'évapore moins rapidement. Il est aussi préférable de viser directement le pied de la plante afin que l'humidité atteigne les racines, là où elle est réellement utile. Les feuilles n'ont généralement pas besoin d'être arrosées, surtout en plein soleil. Ces quelques précautions peuvent sembler anodines, mais elles font souvent une réelle différence pendant les épisodes de fortes chaleurs. Une eau tempérée, un arrosage au bon moment et une bonne cible permettent aux plantes de mieux supporter les températures élevées. Un détail que beaucoup ignorent, alors qu'il peut contribuer à préserver durablement la santé du jardin ou des plantes d'intérieur.

Finie la poubelle qui coule dans le bac grâce à cette technique futée



Les sacs poubelle sont soumis à rude épreuve au quotidien et peuvent se mettre à couler, impliquant salissures, mauvaises odeurs et un bon nettoyage du bac à poubelle à la clé. Mais vous allez voir qu'il

est facile d'éviter ce désagrément, grâce à une technique simple et peu coûteuse. Pourquoi un sac poubelle coule? Les poubelles occupent un poste clé dans nos intérieurs car elles sont destinées à accueillir et

contenir nos déchets jusqu'à l'étape fatidique de la sortie des sacs les jours de ramassage des ordures ménagères. Un sac de mauvaise qualité ou trop rempli, des déchets pouvant rejeter de l'eau (épluchures, restes de repas ...) ou des objets pointus, sont autant d'éléments pouvant occasionner des fuites dans un sac poubelle. Conséquences : ces fuites engendrent des odeurs nauséabondes et des traînées peu hygiéniques dans le bac et sur le sol, favorisant la prolifération de bactéries. **Pastuce imparable pour éviter les fuites** Pour éradiquer efficacement les fuites de sac poubelle, une astuce

consiste à simplement doubler le sac dans le bac à poubelle. En effet, doubler un sac poubelle offre une véritable barrière contre les fuites de liquide et offre une hygiène irréprochable lors du changement du sac. De plus, le fait d'utiliser deux sacs pour contenir vos ordures ménagères permet de réduire les odeurs désagréables, d'autant plus si votre poubelle n'est pas dans un meuble. A noter : pour que la technique du double sac soit plus écologique et économique, sachez que dans la plupart des cas, le sac utilisé en guise de barrière pour le bac à poubelle peut tout à fait être réutilisé si les fuites sont moindres.

Les erreurs à ne pas commettre Comme le dit un célèbre adage : «mieux vaut prévenir que guérir». Aussi, pour éviter de passer par la case fuite, voici quelques erreurs à éviter : Choisir des sacs poubelle trop fins ou de mauvaise qualité Déposer dans le sac d'ordures ménagères des objets coupants destinés à d'autres bacs de recyclage (verre, canettes d'aluminium ...) Jeter des épluchures de fruits et légumes dans le sac poubelle (compostez-les !) Trop remplir vos sacs poubelle Laisser le sac rempli stagner trop longtemps dans le bac ou sur le sol

Récupérer et semer des graines de tomates

comment récupérer des graines de tomates ?

Veillez à sélectionner une variété saine, résistante, vigoureuse et avec du goût. Pour la récolte des graines, choisissez une tomate bien mûre, bien grosse, dépourvue de toute maladie ou tout défaut. Selon la variété, vous pourrez récupérer une centaine de graines par fruit, de quoi garantir des plantations nombreuses par la suite ! Une fois la tomate cueillie, coupez-la en deux. Passez sa pulpe dans un chinois ou une passoire très fine.

Vous récolterez des graines souvent enveloppées dans une gelatine. Si possible, enlevez cette couche. Laissez les graines macérer pendant 2 à 4 jours dans un fond d'eau. Une légère couche de pourriture va se former sur le dessus, cette étape est essentielle car elle permet d'éliminer de nombreuses bactéries. Lorsque la fine pellicule blanche se forme, passez le mélange à l'eau pour retirer la pourriture. Etalez ensuite les graines sur une feuille d'essuie-tout ou une

assiette pour les faire sécher, dans un endroit aéré, chaud, sec et à l'ombre. Une fois les graines séchées, placez-les dans un paquet opaque ou une enveloppe, à l'abri de la lumière et de l'humidité. Les conditions de stockage sont importantes et garantiront la bonne tenue des graines jusqu'au semis. Si elles sont conservées dans un bon environnement, vous pourrez même conserver les graines plusieurs années. Faire germer et semer des graines de tomates Avant de semer les graines,

mettez-les dans l'eau pendant 24h. Celles qui remontent à la surface ne sont plus bonnes : jetez-les pour ne garder que celles qui sont restées au fond. Semez 9 semaines avant la plantation, en général aux alentours du mois de février. Vu les températures en cette saison, le semis devra se réaliser en intérieur. Sélectionnez un terreau pour semis et humidifiez-le. Placez les graines dans des pots, espacées de 2,5 cm. Recouvrez d'une très fine couche de terreau.

Pour arroser vos godets, faites-les tremper, pour ne pas bouger les graines en arrosant par le haut. Laissez l'eau s'évacuer. Placez les plantations près d'une source lumineuse, par exemple vers une fenêtre. Selon la température, les graines prendront une à plusieurs semaines pour germer. Comptez 7 jours si la température se situe autour de 22 ou 23 degrés, quinze jours pour une température autour de 15 degrés. Une fois les plants suffisamment vigoureux, vous pourrez les repiquer en pleine terre.

New York

Découvrez l'incroyable penthouse que Thierry Henry vend pour 25 millions de dollars



le penthouse acheté par thierry henry et andrea rajacic à manhattan (etats-unis) qui est en vente depuis peu propose une surface intérieure de 577 m2 sur plusieurs niveaux, 316 m2 de terrasses et cinq suites

Ils l'avaient acheté 14,85 millions de dollars, soit un peu plus de 13 millions d'euros, en 2010 et le remettent aujourd'hui en vente pour 25 millions de dollars (environ 22 millions d'euros). Thierry Henry et sa compagne Andrea



Rajacic ont mis sur le marché immobilier leur exceptionnel penthouse situé dans le quartier de SoHo à New York (Etats-Unis), rapporte The Wall Street Journal. Le couple avait fait l'acquisition de l'incroyable apparte-

ment et l'avait entièrement remodelé, achetant également le bien situé en dessous pour réunir les deux espaces pour arriver à un logement d'une surface totale de 577 m2, explique sur Instagram Sotheby's, l'agence qui a l'exclusivité de la transac-

tion. L'ancien footballeur venait alors de rejoindre l'équipe des New York Red Bulls. Plusieurs espaces extérieurs Le bien haut de gamme situé aux derniers niveaux d'un immeuble en briques possède plusieurs terrasses aménagées à ses différents niveaux. Elles représentent un espace combiné de 316 m2. L'agence le décrit comme une occasion rarissime de devenir propriétaire à la fois d'un « morceau de l'histoire du football » et « du patrimoine architectural de SoHo ». Depuis les grandes baies vitrées de l'appartement, les occupants ont une vue sur le pont de Brooklyn et de Williamsburg. Le bien qui se trouve dans une rue pavée typique du quartier est notamment composé de cinq suites avec salle de bains, deux places de parking et un ascenseur qui va directement de ces dernières jusqu'à l'appartement, le tout de manière sécurisée.

La succession de Dolly Parton est en conflit avec le neveu de la star de la country

La succession de Dolly Parton, décédée le 25 août dernier à 80 ans, semble être partie sur de mauvaises bases avec un membre de sa famille. Le groupe chargé d'assurer l'héritage et le patrimoine de la chanteuse de Jolene, She's Alive LLC, s'est retrouvé dans un conflit houleux avec le neveu de l'artiste, Bryan Seaver, qui était chargé de la sécurité de sa tante et de ses propriétés avec son entreprise privée.

Le fils de la sœur de Dolly Parton, Cassie, avait aussi été choisi pour annoncer le décès de la star l'an dernier. Mais peu de temps après, Bryan Seaver, qui a servi ans l'armée, a été renvoyé de ses fonctions à la suite d'allégations selon lesquelles



il aurait envoyé des messages menaçants aux membres de la succession de la chanteuse. Si bien que l'équipe a récemment obtenu de la part d'un tribunal

de Nashville (Tennessee) une injonction d'éloignement temporaire à son égard, lui interdisant de s'approcher à moins de 300 mètres de tout employé de

la succession de la star.

véritables menaces ou langage musclé ?

Dans certains messages, que Variety a publiés à partir du dossier de la demande d'injonction, Bryan Seaver se décrivait comme « un tueur » et un vendeur international « de munitions et d'armes », menaçant de « ruiner les partenariats de marque de Dolly » s'il n'était pas payé, notamment au moyen d'un « podcast ». Il aurait aussi prétendu avoir passé sa « carrière à tout casser et à espionner des dirigeants africains et arabes. Et à protéger Dolly ». Ses messages auraient contribué au départ de certains employés, inquiets pour leur sécurité, et auraient poussé le groupe à employer de nouveaux

agents pour protéger son équipe a rapporté CNN.

Bryan Seaver a défendu, selon le New York Times, que ses propos avaient été présentés « hors contexte », que sa tante utilisait le terme « tueur » comme un surnom affectueux à son égard et qu'il était en réalité un « ami » de longue date de Danny Nozell, directeur de She's Alive LLC. Auprès de TMZ, l'ancien responsable de sécurité de la chanteuse a assuré qu'il s'agissait seulement de « propos de rage » teintés de deuil. « Je parlais franchement et en privé avec Danny, que je considérais comme un ami, et qui se prend pour un gangster », a-t-il ajouté. Une nouvelle audience sur l'affaire est prévue pour le 7 octobre.

Kate interpellée par la belle-sœur de Taylor Swift

Quel privilège pour George, Charlotte et Louis de grandir dans une famille qui possède des liens étroits avec leur pop-star préférée ! Tout du moins celle des deux premiers enfants de

Kate et William, fans de Taylor Swift. Cette dernière entretient depuis longtemps des liens plus ou moins étroits avec le prince William, comme l'ex-prince Charles avec les Spice Girls dans les années 1995. Évidem-

ment, les enfants devenus des ados, ont eu droit à leur concert endiablé à Wembley en 2024 pendant le Era's Tour et à une entrevue privilégiée avec la chanteuse... et son compagnon, Travis Kelce, devenu depuis

son époux. Ce dernier et son frère Jason, joueur de football américain lui aussi, avaient d'ailleurs invité le prince William dans leur podcast à succès New Heights, au début de l'été. L'épouse de Jason, Kylie Kelce,

ancienne joueuse et coach de hockey et s'entendant comme une sœur avec Taylor Swift, possède elle aussi une émission de confidences audio. Et c'est Kate que cette dernière voudrait inviter au micro !



2 univeRsités ALGéRiennes décRôCHent LA noRme inteRnAtionALE iso 9001: EN QUOI CONSISTE-T-ELLE EXACTEMENT ?

Un vent de modernisation souffle sur l'enseignement supérieur en Algérie. Le ministre Kamel Baddari félicite deux établissements supérieurs du pays pour une avancée majeure dans la modernisation de leur gouvernance. Avec l'obtention de la norme internationale ISO 9001. Cette réussite récompense des mois de réformes internes pour hisser la gestion académique aux plus hauts standards et offrir de nouvelles perspectives à l'enseignement supérieur national. Le secteur de l'enseignement supérieur en Algérie franchit un cap décisif vers la performance organisationnelle. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a tenu à saluer officiellement les communautés universitaires de Blida 2 et d'Ibn Khaldoun de Tiaret. : « Félicitations à l'université de

Blida 2 pour l'annonce officielle de l'octroi de la certitude de conformité du système de gestion de la qualité selon la norme internationale ISO 9001:2015 après la finalisation du processus ». Kamel Baddari a également souligné la portée globale de cette distinction : « Cette attestation vise à ancrer le modèle d'une université moderne de quatrième génération, capable de relever le défi de la qualité, de produire du savoir et de la richesse, tout en répondant aux exigences de l'époque et aux défis de la compétitivité internationale dans l'enseignement supérieur ». Ces deux établissements ont obtenu l'attestation de conformité à la norme internationale ISO 9001 (version 2015), venant concrétiser la réussite d'un processus d'évaluation exigeant. Cette double distinction s'inscrit au cœur de la stra-



tégie nationale visant à bâtir une université moderne de quatrième génération. Axée sur la qualité de gestion, la création de valeur et la compétitivité scientifique sur la scène internationale. La norme ISO 9001 constitue une référence mondiale élaborée par l'Organisation internationale de normalisation. Elle établit les cri-

tères d'un système de management de la qualité au sein d'une structure. Qu'il s'agisse d'une entreprise privée ou d'une institution publique. En appliquant ces directives, un établissement académique valide la fiabilité de ses services administratifs. Et consolide sa crédibilité sur la scène scientifique in-

ternationale.

L'accès à cette reconnaissance internationale reflète l'engagement croissant des acteurs de la recherche vers une culture du résultat. La démarche engagée par les universités de Blida 2 et Ibn Khaldoun trace la voie pour l'ensemble du réseau universitaire national.

BENDOUDA PREND PART AU 12E FORUM INTERNATIONAL DES CULTURES UNIES DE SAINT-PÉTERSBOURG



La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, prend part, du 23 au 27 septembre aux travaux de la 12e session du Forum international des cultures unies de

Saint-Petersbourg (Russie), indique mercredi un communiqué du ministère. Tenue cette année sous le slogan «Cultures unies, valeurs communes», cette session, qui réunit des mi-

nistres, de hauts responsables, des décideurs, des représentants d'institutions et d'organisations internationales, ainsi que des experts et des acteurs dans les domaines de la culture et des arts, se veut un espace de dialogue et d'échange de vues et d'expertises autour des questions d'actualité sur la scène culturelle internationale, précise-t-on de même source. Le Forum «revêt une importance particulière, compte tenu de sa tenue sous l'égide du président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, ce qui reflète la place qu'occupe ce rendez-vous dans l'agenda du dialogue

culturel international», lit-on dans le communiqué. A cette occasion, la ministre prononcera une allocution dans laquelle elle passera en revue «l'expérience algérienne et sa vision concernant des questions culturelles d'actualité». La participation de l'Algérie à ce Forum «s'inscrit dans le cadre du renforcement de sa présence dans les fora culturels internationaux et de la mise en valeur de son legs culturel, patrimonial et artistique diversifié, ainsi que de sa contribution aux débats internationaux sur la protection du patrimoine, en vue d'approfondir les relations de coopération cultu-

relle algéro-russe et d'élargir les perspectives d'échange entre les institutions, les organismes et les acteurs des différents domaines de la culture et des arts des deux pays». En marge des travaux du Forum, Mme Bendouda aura des rencontres bilatérales avec nombre de ministres et de responsables pour discuter des «moyens permettant de développer la coopération culturelle, d'échanger les expertises, de renforcer les partenariats dans les domaines de la culture, des arts et du patrimoine, et d'ouvrir de nouvelles perspectives à la coopération internationale», conclut le communiqué.